

# Orthodoxie, hétérodoxies et capitalismes contemporains

**Robert Boyer**

*Revue de la régulation*, 22 | 2nd semestre / Autumn 2017

« Rejeter de son sein les éléments hétérodoxes, voici qui n'appartient qu'à l'Église ; car il ne peut y avoir hétérodoxie s'il n'y a pas orthodoxie. »





André Gide, *Nouveaux Prétextes* (1911)

## Introduction

- 1 Depuis l'entrée en crise du régime de croissance consécutif à la Seconde Guerre mondiale, se sont progressivement imposées des réformes et politiques inspirées par une vision commune qui fait de la libéralisation et de l'ouverture internationale le ressort d'un retour à une croissance soutenue et au plein-emploi. Au fil du temps, les crises financières sont devenues fréquentes et de plus en plus sévères, les inégalités au sein des nations se sont aggravées et les économies de vieille industrialisation n'ont pas retrouvé un régime socio-économique stable. Ces évolutions n'avaient que peu affecté la solidité de l'orthodoxie néolibérale parmi les économistes. Depuis une décennie, deux événements majeurs ont fissuré ce large consensus, qui n'était contesté que par quelques dissidents peu écoutés des gouvernements, qualifiés d'hétérodoxes pour mieux montrer leur marginalité.

- 2 D'une part, la crise américaine des subprimes se diffuse au reste du monde, montre la fragilité constitutive de l'Euro et fait ressortir l'incapacité de l'orthodoxie à l'anticiper et à la comprendre une décennie plus tard : la crédibilité de la nouvelle macroéconomie classique est la victime collatérale de cet épisode. C'est ce que sont contraints de reconnaître les plus lucides des économistes venus de l'économie standard (Caballero, 2011 ; Romer, 2016), alors que d'autres se réfugient dans une chasse à l'hétérodoxie accusée de nier les avancées de la science économique (Cahuc & Zylberberg, 2016). Pour sa part, une sociologie de la profession pointe combien l'arrogance des économistes va de pair avec la glorieuse incertitude de leurs analyses (Fourcade *et al.*, 2015).
- 3 D'autre part, dans un nombre croissant de sociétés, les-laissés-pour-compte des réformes libérales et de l'internationalisation adhèrent à de nouveaux mouvements politiques qui prônent un retour à un état protecteur des citoyens et à la réaffirmation de la souveraineté nationale contre des forces économiques anonymes. Ainsi se délitent les coalitions politiques bâties des variantes de droite comme de gauche de l'orthodoxie néolibérale.
- 4 Le présent article propose une réflexion sur les relations entre orthodoxie et hétérodoxie en questionnant avant tout le vocabulaire lui-même. À l'origine, le premier terme s'applique à la religion pour désigner ce qui s'écarte de la doctrine officielle. Il est à cet égard remarquable que le terme s'applique aujourd'hui moins à la religion qu'à l'économie, ce qui impliquerait que les questions économiques appartiennent plus au domaine de la croyance qu'à celui de la démarche scientifique. Aussi faut-il d'abord s'interroger sur *le degré de scientificité de l'économie standard* contemporaine pour laquelle l'hétérodoxie se nourrit de l'absence de méthode scientifique. Il faut ensuite se demander s'il est concevable qu'une *politique économique* dérive de façon *déterministe* d'une théorie : l'économiste orthodoxe serait-il dans la même position que l'ingénieur par rapport aux connaissances de la physique et autres sciences de la nature ? Quel est *le processus* qui a conduit à la domination des conceptions du néolibéralisme après une période où dominaient au contraire la problématique keynésienne et l'interventionnisme actif de l'État qu'elle permettait de justifier ?
- 5 C'est une invitation à définir les *trois composantes* qui assurent *la cohérence d'une orthodoxie*, qu'elle soit keynésienne ou néolibérale. Les relations entre science et idéologie que met en œuvre toute orthodoxie ne peuvent se comprendre sans une référence explicite aux *coalitions politiques* qui la soutiennent. C'est d'autant plus nécessaire que ces relations s'expriment dans les orientations et les outils de la politique économique, terme qui suggère le primat du politique et non pas de lois économiques immuables. Cet article vient ensuite contraster *la résilience de l'orthodoxie néolibérale*, malgré la piètre qualité de ses prévisions et de ses interprétations, avec *l'incapacité des différentes hétérodoxies* à s'accorder sur un paradigme commun. C'est d'autant plus surprenant que les demandes sociales et politiques d'une alternative au néolibéralisme se font pressantes à la fin des années 2010. Une ultime section examine, à la lumière de la problématique proposée, les forces et les faiblesses *des divers paradigmes* qui sont en concurrence pour définir un successeur à la mathématisation et à l'axiomatisation (Rosenberg, 1992) qui avaient marqué la transformation de l'économie politique en une analyse économique après la Seconde Guerre mondiale.



# 1. L'orthodoxie n'est pas une garantie de scientificité

- 6 Souvent les économistes aiment à se comparer à des ingénieurs qui mobilisent les savoirs scientifiques pour apporter des solutions à la recherche du bien commun (Tirole, 2015). Hélas, cette analogie est fallacieuse à plus d'un titre (Harribey, 2011).
- 7  En tout premier lieu, les connaissances de la profession sont-elles l'équivalent des lois de la mécanique qui permettent par exemple le lancement de la sonde spatiale Rosetta qui, après dix ans de voyage, parvient à poser le robot Philae sur la comète Tchouri ? De fait, dans les années 1970, des ingénieurs spécialistes du contrôle optimal se convertirent à l'économie afin d'optimiser les stratégies de croissance sans que leur contribution ait beaucoup contribué à son retour après l'épuisement de régime de l'après-guerre (Lucas & Stokey, 1989).
- 8  Cet écart entre ces deux disciplines tient au fait que l'économiste n'est pas l'ingénieur système des sociétés au-delà même de leur domination par la recherche du gain et de l'intérêt économique. En fait, il n'est que l'observateur de l'affrontement de stratégies d'une multitude d'individus, d'entreprises et de groupes d'intérêt. Or il a tendance à supposer que ces acteurs raisonnent comme lui-même car il leur prête sa propre représentation du monde en termes de rationalité, d'anticipations, d'équilibre et de recherche de l'optimalité dans l'allocation de ressources rares. Telle est l'illusion scholastique de la profession car « elle confond les choses de la logique avec la logique des choses » (Bourdieu, 2017). Elle s'interroge trop rarement sur une question centrale : pourquoi les dispositions et les habitus dans le champ économique ne sont-elles pas celles que postule le théoricien ? Ce trait est finalement commun à tous les enseignants et pas seulement aux économistes (Lamont, 2009).
- 9  Néanmoins, l'économiste est-il parvenu à mettre en évidence des lois empiriquement validées à partir desquelles développer une analyse des conséquences des décisions privées et publiques ? Ce qu'il dénomme ainsi sont en fait des hypothèses nécessaires à la formalisation (les rendements marginaux décroissants dans la théorie de la production, la loi du prix unique...) ou des théorèmes issus de modèles stylisés. Ces lois concernent l'économie telle que le chercheur se la représente et, très exceptionnellement, les processus réellement observés. Même dans ce cas la régularité statistique livre une explication partielle car nombre d'autres facteurs explicatifs restent inconnus. Plus encore, cette régularité porte sur un secteur ou une économie dans un contexte institutionnel et politique donné dans le temps et l'espace : elle n'est en rien l'équivalent des constantes universelles à partir desquelles raisonnent physiciens et ingénieurs (Boyer, 2007). Ainsi, une augmentation du salaire minimum peut soit réduire l'emploi soit ne pas l'affecter (Card & Krueger, 1994), selon qu'existent ou non des effets favorables sur l'efficacité du travail et un impact positif sur la demande (Bowles & Boyer, 1990). En effet, c'est ignorer la variété des configurations productives, des organisations, des institutions et des alliances politiques que rencontre toute décision de la puissance publique (Amable, 2003 ; 2017).
- 10  Il est une autre difficulté propre à l'économie : elle appartient au champ des sciences sociales, ce qui interdit de traiter les agents comme des entités isolées, en quelque sorte des atomes ne communiquant qu'à travers le marché. D'une part, ces agents ont en commun certaines croyances qui façonnent leur comportement dans la sphère économique, laquelle se réduit rarement à la logique calculatrice de l'homo oeconomicus.


Le recours au concept d'*habitus* (Bourdieu, 2017), la reconnaissance du rôle des émotions (Petit, 2015), le caractère moteur des affects (Lordon, 2011) constituent autant de tentatives pour resituer l'action économique dans son contexte et en fournir une caractérisation plus pertinente. D'autre part, l'action collective peut alors inventer des formes d'organisation du lien social et des relations économiques qui peuvent définir autant de régimes socio-économiques originaux par rapport au modèle canonique de l'économie pure (Boyer, 2015). Cette richesse des déterminations des comportements dans la sphère économique ouvre un processus d'apprentissage à travers lequel les interactions créent de nouvelles régularités : cette réflexivité alimente un constructivisme qui inscrit les économies dans l'histoire. Ainsi, à peine détectée, une régularité entre certaines variables tend à disparaître, entre autres sous l'effet de la stratégie des acteurs qui entendent l'exploiter à leur profit. C'est un message central de l'hétérodoxie trop longtemps négligé (Robinson, 1974), aujourd'hui repris par divers courants de la socio-économie (Streeck, 2005).

- 11 Autant d'arguments qui devraient encourager une grande modestie des économistes lorsqu'ils entendent fonder leurs recommandations sur la scientificité de leur discipline (Bénassy-Quéré *et al.*, 2017).


## 2. Pas de détermination de la politique économique par les théories

- 12 L'histoire des idées économiques peut éclairer les processus et les facteurs qui expliquent la constitution d'un courant en une orthodoxie qui inspire ou contribue à justifier la politique d'un gouvernement. À ce propos, il serait abusif de lier mécaniquement une théorie économique à la conduite de l'État et à sa politique, comme le suggèrent trois exemples.
- 13  La *théorie microéconomique* n'est pas nécessairement mariée avec le libéralisme : en France, après la Seconde Guerre mondiale, une génération d'ingénieurs économistes a développé la théorie afin d'incorporer dans *les choix publics* la valeur de la vie humaine, la valeur du temps, le traitement des pointes de trafic, la valeur de la devise à l'époque de contrôle des changes (Boiteux, 1965). Aux États-Unis, la programmation linéaire a d'abord été développée pour planifier l'effort de guerre (Solow *et al.*, 1958), avant de servir de point départ aux recherches sur l'équilibre général, présentées par certains comme justification du *libre marché* et qui sont la matrice implicite pour les modèles de la nouvelle macroéconomie classique. Un même corpus théorique peut donc éclairer des politiques très différentes, voire opposées. Tout dépend de l'orientation politique des décideurs.
- 14  Les théories *des asymétries d'information* peuvent déboucher sur des recommandations diamétralement opposées, comme le montrent les débats américains sur les origines de la crise des *subprimes* et les moyens d'en éviter la répétition. Pour *les tenants du libéralisme*, la garantie de refinancement des prêts hypothécaires par deux entités jouissant de la garantie de l'État est à l'origine de la crise : il faudrait donc les supprimer (Greenspan, 2013). Les « *interventionnistes* » pensent au contraire qu'il importe d'en renforcer le rôle en matière de défense d'une norme publique uniforme, imposé à l'opportunisme et à l'appât du gain des vendeurs de crédit (Stiglitz, 2010). N'est-il pas remarquable qu'une même approche autorise des propositions politiques strictement divergentes ? En fait, les

implications de toute théorie sont passées au crible des croyances, des idéologies et des positions qu'occupent dans la société ses utilisateurs.

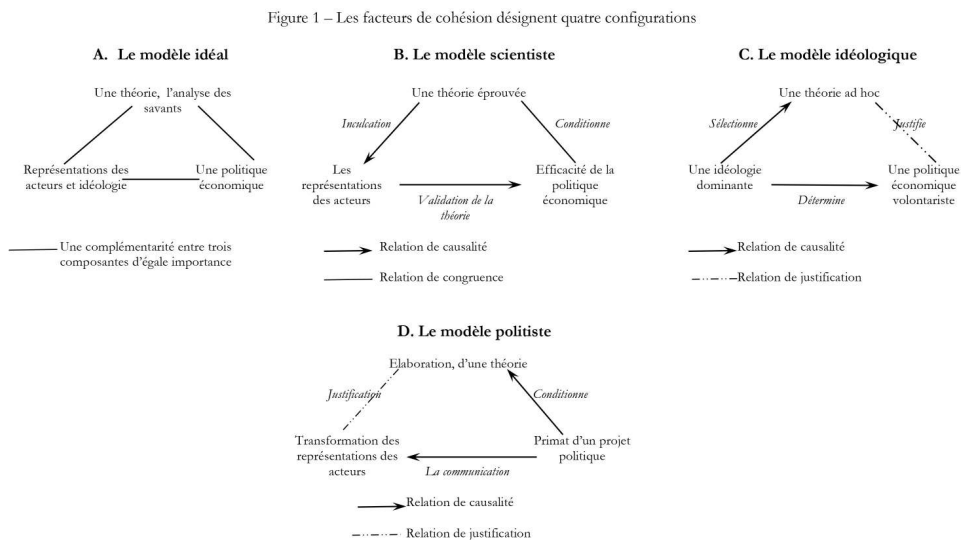
- 15  *A contrario, une même politique* peut être poursuivie pendant une longue période mais en étant justifiée par *une succession de constructions théoriques* fort différentes. Il en est ainsi pour la politique française dite de désinflation compétitive : les gouvernements ont d'abord invoqué des arguments empruntés à la théorie monétariste, puis le caractère classique du chômage et finalement un modèle d'économie concurrencée, avant de recourir à l'impératif catégorique de l'intégration européenne (Lordon, 1997a). De la même façon, depuis le milieu des années 1980, les appels à une flexibilisation des relations d'emploi n'ont cessé en dépit de l'absence d'une claire confirmation empirique par la multitude des recherches (Michie & Sheehan, 2003), alors que s'imposerait une approche socio-économique explicitant la logique des blocages observés.
- 16 Ces exemples invalident l'existence d'un lien organique entre travail du théoricien et de l'économiste appliqué d'une part, orientations et décisions de politique économique de l'autre. Il faut élargir l'analyse aux représentations des acteurs eux-mêmes.

### 3. Une orthodoxie économique comme mise en cohérence d'une théorie, d'une idéologie et d'une politique

- 17 Ainsi, ni une théorie économique ni une orientation de politique économique ne suffissent à fonder une orthodoxie ; considérer cela reviendrait à négliger la manière dont sont présentées les justifications d'une politique devant répondre aux attentes des acteurs et tenir compte des opinions publiques. Il faut donc présenter la troisième composante qui entre dans la définition d'une orthodoxie : il s'agit des dispositions hétérogènes des acteurs et de la façon dont ils se représentent le fonctionnement du système économique. La cohérence avec l'analyse des savants et les dispositifs de la politique économique ne va pas de soi. Comme il a déjà été souligné, la logique que le théoricien attribue aux agents peut n'avoir aucune relation avec les motivations qui guident effectivement leurs actions. Par exemple, le fait qu'en général la demande agrégée soit décroissante avec le prix (Sonnenschein, 1973) n'est pas le résultat de l'optimisation du consommateur représentatif, mais la conséquence de l'hétérogénéité des comportements de consommation selon le niveau de revenu (Hildenbrand, 2014). *A priori*, des déterminations distinctes façonnent ces trois composantes d'une orthodoxie, ce qui rend problématique leur émergence (Figure 1 A). Mais cette difficulté peut être surmontée si l'une des composantes impose sa logique et que s'établit une hiérarchie qui assure la viabilité, toujours déterminé dans le temps et l'espace.
- 18  *Le modèle scientiste* est fondé sur l'acceptation, par les responsables politiques et dans une certaine mesure par la société, du caractère objectif des causalités que met en évidence une communauté de chercheurs et de spécialistes (Figure 1 B). Cette vision émerge à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'économie politique anglaise cède la place à l'analyse économique américaine et que se développe une large gamme d'outils permettant de quantifier, puis de formaliser des mécanismes économiques grâce à un recours intensif à la mathématisation (Samuelson, 1947 ; Rosenberg, 1992). Ce qui n'empêche pas ce même auteur de populariser une version littéraire des interprétations que livre cette nouvelle approche (Samuelson, 1948). Les gouvernements sont convaincus

qu'ils peuvent éviter les erreurs qui précipitèrent les crises entre-deux-guerres grâce aux progrès des connaissances (Cowles Commission, 1952). De fait, des modèles économétriques relativement simples, inspirés par la révolution keynésienne, permettent d'anticiper les conséquences de la politique monétaire et fiscale avec suffisamment d'exactitude (Klein & Goldberger, 1955). Apparemment, de nos jours, la nouvelle macro-économie classique prétend assumer la même fonction dans la conduite des politiques économiques. Il est cependant une différence majeure : les prédictions et les conseils donnés par le gouvernement sont loin de conforter et justifier les bienfaits du néolibéralisme qui a remplacé le keynésianisme. Dans ces conditions, l'économiste, même très savant, se fait le prédicateur du marché (Marglin, 2014) : si la théorie a été invalidée, c'est que les économies ne sont pas organisées conformément aux canons de la discipline. Il faut donc entreprendre les réformes qui vont toutes dans le sens du renforcement de la concurrence sur le marché, ainsi que le contournement ou la destruction des formes institutionnelles qui avait permis la croissance l'après consécutive à la Seconde Guerre mondiale (Amable & Palombarini, 2017). Le débat oppose alors les obscurantistes passésistes aux scientifiques progressistes. Il n'est plus scientifique mais explicitement idéologique.

Figure 1 – Les facteurs de cohésion désignent quatre configurations






Source : auteur

19 [67] Cette remarque introduit une seconde configuration de l'orthodoxie dans laquelle une vision du monde bien particulière, à l'origine sans prétention à dériver d'un fondement scientifique, entend régir l'orientation et les points d'application de la politique économique (Figure 1C). Son efficacité est fondée sur la diffusion de l'idéologie

correspondante dans la société, ce que les pouvoirs politiques captent à leur profit. Dans certains cas, ils peuvent même forger cette vision du monde et utiliser les armes, hier de la propagande, aujourd'hui de la communication, pour transformer les attitudes, les anticipations et les comportements d'une société tout entière. Les décisions du pouvoir politique en matière économique s'appuient sur cette tentative d'homogénéisation de l'opinion publique ou, à défaut, sont imposées par le pouvoir coercitif de l'État. C'est ainsi que le coup d'État du général Pinochet au Chili et sa brutale imposition d'une logique néolibérale lance un processus qui prendra ensuite une ampleur mondiale selon de tout autres modalités (Gaudichaud, 2014). Il est également frappant qu'en Asie du Sud-Est ce furent des gouvernements autoritaires qui lancèrent une politique de développement centrée sur le rattrapage technologique et industriel ; ce ne fut qu'ex post que des analystes, souvent étrangers, explicitèrent les raisons de leur succès en tant qu'alternative au néo-libéralisme (Wade, 1990 ; Chang, 2002 ; Amsden, 2003). Mais il est en général plus favorable de rechercher une légitimité en provenance d'une analyse à vocation scientifique. Le gouvernement peut d'abord charger un certain nombre d'économistes de construire une théorie ad hoc spécialement conçue à cet effet, mais son pouvoir de conviction reste limité car elle se trouve contestée par la plupart des économistes dès lors que ses bases s'avèrent particulièrement fragiles.

20 [67] Il est en général plus habile de sélectionner, parmi les différentes interprétations théoriques en conflit, celle qui justifie le mieux une décision fondamentalement politique et dont la rationalité économique n'est pas l'explication. Ce trait semble marquer la politique économique de la Russie contemporaine (Nenovsky, 2016), mais ce n'est sans doute pas l'unique exemple. Cependant, la diffusion du néolibéralisme tient aussi et surtout à une élaboration intellectuelle patiemment préparée anticipant l'échec du constructivisme et préparant une alternative : l'histoire du mont Pèlerin (Mirowski & Plehwe, 2009) suggère qu'un basculement de l'orthodoxie se situe à la rencontre de trois processus : le premier concerne la vie des idées autour des conceptions, y compris normatives, de la société et son organisation ; le second se caractérise par l'entrée en crise d'un régime socio-économique et le désarroi des décideurs politiques qui constatent la perte de contrôle de leurs interventions hier si efficaces ; le troisième repose sur la capacité d'une alliance politique en devenir de tirer les bénéfices de la mise à l'œuvre pratique des idées apportées par un courant intellectuel hier dominé et marginal, mais qui fournit alors le paradigme qui fédère les acteurs de l'économie et de la politique dans leur conquête de l'hégémonie (Blyth, 2008). Dans la période contemporaine, ce sont des communautés internationales qui finissent par imposer une orthodoxie (Haas, 1989).

21 [68] Enfin, les relations entre idéologie et approche analytique deviennent plus ambiguës lorsqu'une même personnalité opère d'abord dans le champ dit scientifique puis, à un âge plus avancé, intervient comme idéologue et défenseur d'un projet politique qui n'est pas nécessairement fondé par le travail de chercheur puisqu'il implique une normativité affirmée. L'École de Chicago illustre cette figure de Janus qu'est le néolibéralisme, ce dont témoignent par exemple les trajectoires de Milton Friedman ou Friedrich von Hayek (Eberstein, 2015). De plus, si les travaux à vocation scientifique ont une portée strictement limitée au sujet analysé, la vocation de l'idéologue est de s'en servir de tremplin pour une prise de position sur la quasi-totalité des grandes questions de l'époque, même celles qu'il n'a jamais étudiées.

- 22  Un troisième *modèle politiste* est bâti sur une domination hiérarchique de la sphère politique tant en direction de l'opinion publique et de la formation des représentations que de l'espace savant (Figure 1 D). On suppose que, par le passé, a pu s'établir une coalition politique qui a emprunté la voie soit scientifique soit idéologique et a constitué une orthodoxie économique. Peut alors s'organiser au sein de la sphère politico-administrative une gestion à travers un ensemble très précis de règles et de procédures qui se diffusent à l'ensemble de l'appareil d'État et, par voie d'extension, à la société tout entière. Ces dernières tendent à s'autonomiser par apport aux processus qui en ont permis l'émergence. Ce mouvement s'inscrit dans une tendance de longue période du gouvernement par les nombres (Supiot, 2015) et les indicateurs, tendance qui s'est encore accentuée avec la progressive domination du néolibéralisme : après le temps de la lutte politique vient celui de sa traduction et de son enracinement dans la gestion au jour le jour tant de l'État que de l'économie (Lascoumes & Le Galès, 2005).
- 23 La construction européenne constitue un champ d'application privilégié de cette troisième forme d'orthodoxie, car dans la période contemporaine l'Union Européenne n'a pas été sans influence sur la diffusion du néolibéralisme (Jobert & Théret, 1994). Ainsi le pacte européen de stabilité et de croissance et les règles qui l'ont ensuite renforcé trouvent leur origine dans la conception allemande de ce qu'est une politique économique vertueuse, c'est-à-dire privilégiant la stabilité monétaire (Weisz, 2001). Les discussions intergouvernementales au sein de l'Union Européenne aboutissent à un compromis qui associe la création de la monnaie unique à la contrepartie qu'est l'acceptation de ces règles de bonne gestion par les pays membres, y compris ceux pour lesquels l'inflation et le déficit public étaient des mécanismes constitutifs de leur mode de régulation. Pour les gouvernements de l'Europe du Sud, la lancinante question est alors celle de l'acceptabilité des conséquences de ce compromis supranational par les groupes sociaux domestiques qui se trouvent pénalisés par ce changement de niveau de la politique économique (Boyer, 2014).
- 24 La recherche de la soutenabilité d'un tel régime, clairement dysfonctionnel, suscite le déploiement de deux stratégies :
- 25  C'est par un effort de communication que les autorités de Bruxelles entendent légitimer leur action auprès d'opinions publiques de plus en plus réticentes : la politique de l'UE est la bonne mais elle n'est pas comprise par manque de formation économique et d'implication de la plupart des citoyens.
- 26  Au niveau de l'analyse macroéconomique, la Banque Centrale Européenne adopte, entre autres, le paradigme de la nouvelle économie classique qui est présenté comme un dépassement des idéologies du passé en faveur d'une analyse enfin scientifique de la politique économique (Smets & Wouters, 2002).
- 27 Aucune de ces deux méthodes ne s'est avérée convaincante. La perte d'autonomie en matière de monnaie, de gestion des finances publiques et de concurrence suscite l'émergence de mouvements politiques qui prônent un retour à une pleine souveraineté nationale et un interventionnisme assumé dans la défense des intérêts domestiques. Le Brexit est exemplaire à ce titre et montre comment logique économique et raison politique peuvent entrer en conflit (Boyer, 2016b). Du côté de la macroéconomie, la transmission de la crise américaine des *subprime* vers l'Europe et sa conversion en une crise des finances publiques puis de l'Euro rend manifeste la complète inadéquation de



modèles qui ne comportent ni crédit, ni actifs financiers, et donc éliminent toute spéculation et crise (Boyer, 2013).

- 28 Ainsi, la tentative de verrouillage par un ensemble de règles juridiques d'un compromis politique, fragile car trop implicite pour la majorité des citoyens, échoue et le projet européen entre en crise ouverte. Dans la plupart des pays, l'opinion publique se divise entre deux camps : les groupes sociaux qui ont gagné à l'europanisation et à l'internationalisation sont en faveur d'une avancée vers un fédéralisme en bonne et due forme, alors que les perdants – et tous ceux qui s'estiment tels – se reconnaissent dans les mouvements souverainistes en matière politique, protectionnistes dans le domaine économique.
- 29 La question centrale est celle de la possibilité d'une Europe politique dans laquelle les citoyens pourraient retrouver un certain contrôle sur les processus associés à la mondialisation. Les théoriciens ne manquent pas d'imagination (Aglietta & Leron, 2017 ; Hennette & Piketty, 2017), mais les citoyens suivront-ils les voies qu'ils explorent et proposent ?
- 30 De ce bref tour d'horizon ressortent deux conclusions. D'abord, contrairement aux apparences, aucune orthodoxie ne va pas de soi puisque c'est le résultat d'une alliance subtile et souvent complexe entre représentations, savoirs et savoir-faire en matière de politique économique. Ensuite, aucune orthodoxie ne parvient à contenir longtemps les contradictions qui traversent les économies dominées par le capital.

## 4. Les orthodoxies ont une histoire

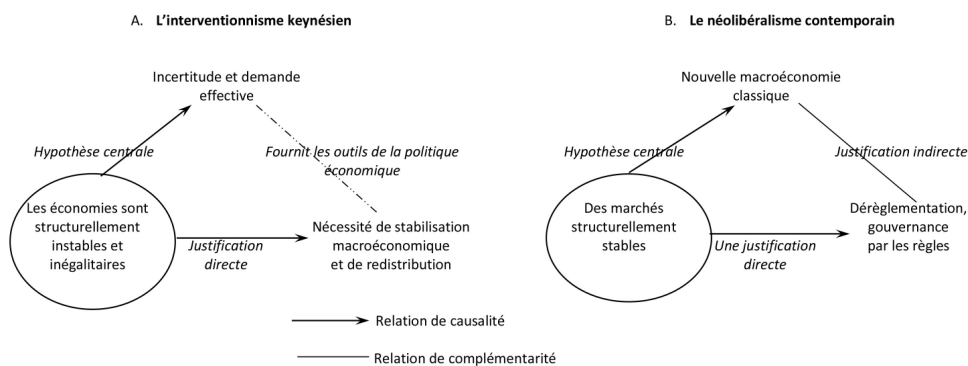
- 31 L'histoire des doctrines puis des théories économiques ne montre pas une majestueuse progression d'une discipline qui devient de plus en plus rigoureuse et exacte dans ses analyses et prédictions (Blaug, 1999) au point de penser pouvoir fonder une orthodoxie. On observe plutôt une difficile adaptation aux changements d'époque, aux crises majeures et aux demandes des différents groupes sociaux (Heilbroner, 2001). Si l'on se concentre sur les grandes théories qui entendent rendre compte de l'évolution des économies nationales et de leurs relations, il en ressort un enseignement central : une orthodoxie s'impose puis entre en crise et cède la place à ce qui n'était initialement qu'une dissidence marginale, jugée sans importance. Au demeurant, une même orthodoxie se décline différemment selon les États-Nations en fonction du rôle assigné aux économistes (Fourcade, 2010).
- 32 ¶ Ainsi, dans les années 1920, domine en Angleterre la théorie d'Arthur Pigou qui fait du chômage la conséquence d'un déséquilibre du marché du travail qui ne peut provenir que d'un blocage de la formation des salaires (Pigou, 1933). C'est contre cette conception que Keynes construit sa *Théorie Générale* : la flexibilité des salaires n'est pas à même de contrecarrer une faiblesse de la demande effective, alimentée par des anticipations défavorables (Keynes, 1936). Seul l'État peut surmonter ce sous-emploi essentiellement involontaire, la tendance à la stagnation, l'approfondissement des inégalités et l'instabilité intrinsèque des marchés financiers laissés à eux-mêmes. À la suite du grand bouleversement qui intervient après 1945, l'interventionnisme de l'État devient nécessaire et se trouve légitimé par l'adoption de la *conception keynésienne qui devient le paradigme central* qui irrigue la réorganisation des administrations publiques, la Comptabilité nationale et les discours des gouvernements. *Une nouvelle orthodoxie s'est*

*imposée*, mais elle alimente très tôt une dissidence, celle de l'Université de Chicago et du Mont Pèlerin (Mirowsky & Plehwe, 2009).

- 33 <sup>9</sup> Pourtant, cette remarquable adéquation entre une analyse économique, des outils de politique économique et des observations trouve ses limites avec l'apparition d'anomalies telles que l'accélération de l'inflation, puis la stagflation et finalement un chômage croissant qui résiste aux relances par l'acceptation de déficits publics persistants. L'orthodoxie keynésienne subit alors la critique des monétaristes, de l'École de Chicago et d'une tradition autrichienne qu'incarne Frederik Von Hayek. Après une longue période de tâtonnement, se dégage aux États-Unis puis se diffuse au reste du monde une synthèse qui fait du marché la solution aux limites de l'intervention publique. La macroéconomie perd sa spécificité et se résume en l'application des outils de la microéconomie standard (Lucas, 1981), quitte à recourir à de périlleuses approximations telle que l'agent représentatif (Kirman, 1992) ou à confondre le mécanisme du marché avec celui d'un planificateur central capable d'anticiper le futur (Benassy, 1984). Le consensus est si fort autour de cette *orthodoxie libérale* (Blanchard, 2008) que ces critiques, conceptuellement dévastatrices, n'entament en rien sa mobilisation comme justification « scientifique » des politiques de déréglementation, de privatisation et d'ouverture internationale. Tous les autres courants de pensée sont rejetés et amalgamés sous le vocable d'hétérodoxie et sont moqués en tant que modernes obscurantismes.
- 34 <sup>9</sup> Tout comme lors de la crise de 1929, la mise à l'épreuve n'a pas lieu dans le champ académique, car c'est la grande crise de 2008 qui rend manifeste *le fossé entre la doxa et les évolutions observées* et non le débat entre économistes (Boyer, 2011). Les modèles de la nouvelle macroéconomie classique prévoyaient un rapide retour à la croissance : près d'une décennie plus tard, rares sont les pays qui ont retrouvé leur régime de croisière. Les banquiers centraux avaient pour règle impérative de veiller à la qualité des actifs à monétiser : voilà qu'ils rachètent en masse des produits financiers toxiques et des titres publics pour venir au secours d'États aux abois, si ce n'est potentiellement insolubles. Le taux d'intérêt représentait le prix à payer pour s'endetter : avec des taux d'intérêt négatifs que devient la théorie financière ? La politique monétaire avait supplanté l'intervention publique via le budget car elle était considérée plus efficace et rapide dans ses effets : face au retour d'une trappe à liquidité, les gouvernements redécouvrent les vertus de la dépense publique, comme productrice des infrastructures qui préparent l'avenir et favorisent l'investissement privé. Politiques et observateurs – dont la reine d'Angleterre lorsqu'elle s'adresse à L'Académie Royale – se mettent à douter du sérieux des économistes et se mettent en quête d'autres cadres d'analyse et interprétations.
- 35 Ainsi voit-on réapparaître des références aux auteurs auparavant ignorés si ce n'est bannis : on invoque ainsi un Keynes pour justifier l'intervention publique, l'analyse d'Irving Fisher quand pointe le danger d'une déflation par la contraction du crédit, le modèle de Hyman Minsky pour caractériser la succession des emballements spéculatifs et même Marx qui se trouve mobilisé par la presse financière internationale (Boyer, 2012).
- 36 Ce retour peut s'expliquer en référence à l'analyse des composantes d'une orthodoxie (Figure 1, ci-dessus) : c'est une réponse à une vision de l'activité économique (la succession de crises invalide l'hypothèse de l'autorégulation d'une économie de marché) elle peut mobiliser un cadre théorique qui justifie une politique anti-crise et elle propose des outils d'intervention (la dépense publique et la fiscalité réputées inefficaces dans la nouvelle macroéconomie classique). Peut-on imaginer ainsi une nouvelle alternance entre néolibéralisme et interventionnisme (Figure 2) ?

Figure 2 – Deux grandes orthodoxies économiques

Figure 2 – Deux grandes orthodoxies économiques




Source : auteur

- 37 En fait, les références au keynésianisme peuvent témoigner d'un usage opportuniste face à l'urgence avant que se réaffirment les forces qui soutiennent l'orthodoxie néolibérale. C'est une invitation à rechercher les conditions d'émergence puis de résilience d'une orthodoxie.

## 5. La conversion d'un paradigme en une orthodoxie




- 38 Ces précautions prises, on peut expliciter les trois facteurs qui favorisent la conversion d'un courant intellectuel en un cadre d'analyse faisant quasi-consensus, bref en une doxa allant de soi.
- 39 Le premier critère traite de la *cohérence théorique* de la construction par rapport aux fondements de la discipline. Ces derniers se définissent différemment lorsqu'on passe de l'économie politique à l'analyse économique puis à la théorie contemporaine. Ce principe impose de ne pas importer d'autres disciplines les éléments essentiels de la construction théorique. De nos jours, la profession est très attachée à expliquer les phénomènes économiques en fonction de motifs strictement économiques. Comme la conceptualisation et l'axiomatisation ont été plus poussées par la discipline économique que par la plupart des autres sciences sociales, les économistes ont même eu tendance à exporter les concepts d'intérêt, de rationalité et d'équilibre vers d'autres disciplines telles que l'analyse politique, la sociologie, voire l'histoire économique. Dans l'histoire des théories, cette clarté des bases de la discipline s'est avérée essentielle à l'établissement d'une orthodoxie. Ainsi, une conception fondamentaliste de l'économie comme analyse des marchés et de l'intérêt revient périodiquement, en réaction aux tentatives d'historiciser la discipline ou encore d'établir des liens étroits avec la théorie sociologique.
- 40 Si le premier critère est interne à la discipline et concerne les débats en son sein, le second retient la *pertinence empirique* entendue comme la qualité de l'adéquation entre les enseignements de la théorie et les observations que cette même théorie suscite. Une nouvelle orthodoxie ne s'établit que si l'analyse savante donne, ou semble donner, une interprétation de phénomènes majeurs que tous peuvent observer. Cette correspondance n'est jamais acquise, d'autant plus qu'elle peut être associée à une mauvaise

représentation théorique dont on ne prend conscience qu'une fois ouverte la crise du régime correspondant. Conceptuellement, une théorie peut s'avérer parfaitement cohérente mais être bâtie sur des hypothèses à partir desquelles on tire des conséquences invalidées par les données de l'expérience. Ce fut le cas pour l'orthodoxie des années 1920 qui ne fournissait pas d'explications satisfaisantes d'un chômage durable. La même remise en cause intervient pour la théorie keynésienne et l'interventionnisme qu'elle légitimait lorsque s'accélère l'inflation et que persiste un chômage en dépit de vigoureuses politiques contra-cycliques. Enfin, la nouvelle macroéconomie classique vient buter sur la récurrence de crises de plus en plus sévères, tout comme la théorie de la croissance endogène se heurte à la contradiction entre une décélération de la croissance et le dynamisme de l'innovation.

41  La conjonction de ces deux critères autorise une synthèse entre les deux grandes interprétations du changement de paradigme économique respectivement par la logique de la construction conceptuelle, par la capacité interprétative et éventuellement prédictive. Encore faut-il que les idées correspondantes puissent être mobilisées facilement par les acteurs dans le champ économique et par les gouvernements en vue d'éclairer leurs décisions. *La simplicité des implications de politique économique* représente donc le troisième facteur qui permet la constitution d'une orthodoxie, capable d'orienter durant une ou deux décennies l'ensemble des décisions publiques et privées. Telle est la grande force des théories standard qui font du marché l'institution déterminante des sociétés modernes : grâce à la polysémie du terme marché, aussi bien construction théorique qu'observation empirique, les idées du néolibéralisme sont assez simples à présenter et se diffusent d'autant mieux que les individus sont mus par une logique de l'intérêt au sens économique strict (Hollingsworth & Boyer, 1997). La théorie keynésienne est beaucoup moins intuitive ne serait-ce que parce que le principe de la demande effective débouche sur des conclusions surprenantes, tel le paradoxe de l'épargne, en vertu duquel, en situation de dépression, la volonté individuelle d'épargner réduit la demande effective et donc finalement limite le volume de l'investissement. Enfin, la nouvelle macroéconomie classique est d'autant mieux reçue que des acteurs-clés sont bien placés pour tirer des bénéfices de son usage. *A contrario*, les perdants de la déréglementation et de l'internationalisation auront tendance à se tourner vers des théories autres, qui seront qualifiées d'hétérodoxes par le courant dominant.

42 Ainsi, *l'émergence d'une orthodoxie* ne fait pas appel à une causalité simple et linéaire mais à un entrelacs de déterminations qui appartiennent respectivement au champ intellectuel, à la logique de l'intérêt économique et à la structuration du champ politique. *La permanence de cette orthodoxie* est conditionnée par un minimum d'adéquation par rapport aux observations. Ceci explique que les grandes crises économiques et financières sonnent le glas d'un paradigme, pourtant solidement établi, qui montre alors sa faiblesse. Pour autant elles ne suffisent pas à susciter l'élaboration d'un ou plusieurs paradigmes alternatifs. Il en résulte une durée, fort variable, entre la crise d'une orthodoxie et son remplacement par une autre. Tel est peut-être l'un des enseignements majeurs des recherches sur les ondes longues.

## 6. L'orthodoxie néo-libérale : le rôle clé du politique


- 43 Est-on à la veille du basculement de la plupart des gouvernements en faveur d'une nouvelle orthodoxie ? L'analyse des trois facteurs que sont la cohérence, la pertinence et la simplicité livre un diagnostic mitigé (Tableau 1 *infra*).
- 44  Étant donné la diversité des approches alternatives à celle de la pensée unique, cette *cohérence n'est pas impossible* mais elle suppose un considérable travail théorique. D'une part, le fondamentalisme du marché a montré ses limites et re-légitimé un minimum d'interventions de l'État, réhabilitant ainsi, pour partie, une approche keynésienne. D'autre part, le basculement du système de production et d'innovation remet au premier plan l'actualisation de la théorie néo-schumpétérienne qui introduit le temps long des mutations technologiques et organisationnelles et suggère des politiques publiques originales d'encouragement de l'innovation à travers l'éducation, la formation professionnelle, l'organisation des systèmes de recherche. Des travaux pionniers ont montré que principe de la demande effective et traitement de l'innovation pouvaient être combinés et déboucher sur des politiques économiques nouvelles (Dosi *et al.*, 2008). Les recherches institutionnalistes soulignent l'importance d'un réaligement des organisations privées et des institutions publiques comme condition nécessaire à l'émergence d'un nouveau régime socioéconomique. En dépit d'efforts renouvelés, cette troisième approche n'a pas encore trouvé la possibilité d'une intégration dans un paradigme synthétique (Boyer, 2017). Mais le défi le plus important est sans doute la construction d'une écologie politique (Lipietz, 1999) qui réinsère les relations nature-économie au sein d'un nouveau paradigme. Ce peut être le terrain d'une collaboration entre approches écologiques et institutionnalistes (Elie *et al.*, 2012).
- 45  *Le grand atout* des approches qui viennent d'être mobilisées est de livrer une *intelligibilité* supérieure à celle de l'orthodoxie confrontée à un changement d'époque car elles prennent l'historicité des sociétés et des théories censées représenter leurs transformations et pas seulement leur reproduction à l'identique. L'inachèvement d'un cadre théorique englobant débouche sur une construction pragmatique sur laquelle peuvent se retrouver les chercheurs travaillant de longue date à une alternative (Les éconoclastes, 2003 ; Les économistes atterrés, 2015 ; Guénolé, 2016) et ceux qui ont dénoncé le caractère fallacieux des politiques fondées sur une théorisation inadéquate des économies de marché (Stiglitz, 2008, 2016 ; Krugman, 2009, 2014). Il en résulte un retournement des relations entre pensée unique et vérité scientifique, vision qui postule que l'hétérodoxie serait ascientifique, si ce n'est obscurantiste. À la lumière du *critère de pertinence*, la pensée unique a déjà perdu sa crédibilité. Le temps est venu d'une *nouvelle alliance* entre les chercheurs qui s'intéressent au changement et non pas à la reproduction de sociétés immobiles.
- 46  *Un obstacle déterminant* est présent : par le passé, les paradigmes économiques ont gagné grâce à la *simplicité du message* qu'on pouvait en tirer (le marché omniscient puis l'État omnipotent se succèdent). De nos jours, les sociétés se sont considérablement complexifiées à travers une interdépendance entre leurs diverses sphères, y compris par la déterritorialisation des échanges économiques. En outre, lors de grandes crises, des incertitudes radicales déstabilisent une approche par la raison et favorisent au contraire l'émotion et le retour d'idéologies formées dans le passé, pourtant largement inadéquates pour penser un monde nouveau. Un nouveau programme de recherches s'ouvre :


réintégrer les affects dans la politique et la dynamique des sociétés (Lordon, 2011 ; 2016). C'est une façon d'interpréter le référendum britannique conduisant au Brexit (Boyer, 2016b), mais aussi le surprenant résultat des élections présidentielles américaines.

Tableau 1 – Les quatre conditions du succès d'un paradigme expliquent-elles la victoire de la nouvelle théorie classique ?

Conditions Paradigmes	Crise ouverte du paradigme dominant	Une problématique alternative	Intelligibilité, facilité de diffusion	Appropriation par un bloc hégémonique
1 THÉORIE KEYNÉSISIENNE	Chômage durable, involontaire	Une pluralité de modèles plus ou moins radicaux	Réduction à une idée simple : le multiplicateur	Une référence et un outil pour l'alliance politique postérieure à 1945
2 NOUVELLE THÉORIE CLASSIQUE	Perte d'efficacité des politiques Keynésiennes, stagflation	Clarification et formalisation de la théorie pré-Keynésienne	Polysémie du mot marché Inculcation de l'Homo oeconomicus	Une justification d'une alliance néo-libérale, outil du Banquier Central
3 THÉORIE NÉO-SCHUMPETÉ-RIENNE	Stagnation économique Ralentissement de la productivité	Un cycle endogène impulsé par une vague d'innovation	L'entrepreneur moteur du capitalisme	Alliance entre nouveaux entrepreneurs et financiers
4 NOUVEL/ANCIEN INSTITUTION-NALISME	Multiples indices de l'inefficacité des marchés (instabilité, chômage, crises)	Une multiplicité de concepts, difficile unité	Difficulté de la simplification	Pas de coalition évidente autour de cette vision

SOURCE : AUTEUR

47  Il est donc crucial d'introduire une quatrième condition à l'établissement d'une orthodoxie économique : la formation d'un bloc hégémonique. D'une part la remise en cause d'une orthodoxie va souvent de pair avec l'effondrement d'une coalition politique qui s'avère incapable de décider puis mettre en œuvre des mesures consolidant sa légitimité et son soutien par l'opinion publique (Palombarini, 2001). D'autre part la montée du néolibéralisme correspond à la transformation des groupes socio-économiques et de leurs attentes vis-à-vis du politique (Amable & Guillaud, 2012). Cette quatrième condition pose la question des alliances politiques qui permettraient de trouver un substitut à la pensée unique, aujourd'hui en crise et c'est un défi majeur qui peut ne pas trouver de solution tant les intérêts des divers groupes sociaux sont devenus contradictoires (Amable & Palombarini, 2017).




48  Depuis la fin des années 1970, l'orthodoxie, centrée sur le durcissement de la concurrence sur tous les marchés et l'ouverture internationale, était supposée être l'alliée des gouvernements de droite ou de centre-droit, alors que l'hétérodoxie, qui met en avant le rôle de l'État et la défense de la souveraineté nationale, était soutenue par des mouvements de gauche. Dans une phase de montée des sentiments nationalistes et protectionnistes à l'échelle internationale, la situation de la France en 2017 est beaucoup plus brouillée, puisque ces mêmes tendances s'expriment dans un mouvement qui affirme reprendre la défense de la souveraineté nationale à travers la réhabilitation d'un État-stratège et protecteur. Faut-il redouter une répétition des enchaînements dramatiques de l'entre-deux-guerres, ou l'urgence sera-t-elle l'aiguillon favorisant une autre représentation du monde et des politiques qu'appellent de leurs vœux les citoyens ? Un renouveau des recherches en sciences sociales participera-t-il à ce mouvement ? Ou au contraire l'orthodoxie économique continuera-t-elle à dominer le champ académique et à constituer l'essentiel de l'armature intellectuelle de conseillers du prince et des représentations que façonnent les médias ?

## 7. Résilience de l'orthodoxie néolibérale : jouer sur les deux tableaux de la grande théorie et de l'économie appliquée

49 Il est temps de lever une objection adressée aux analyses qui précèdent : l'analyse économique contemporaine est loin de constituer un front uni puisque la discipline s'est redéployée en un ensemble de techniques, de spécialités et sous-disciplines qui manifestent un éclectisme certain au-delà de la croyance en la toute-puissance des mécanismes de marché (Benassy-Quéré *et al.* 2017). Ce sont plus des généralistes et des idéologues que des chercheurs professionnels qui défendent le cœur de la théorie néolibérale. Pour leur part les médias adorent les confrontations binaires, beaucoup plus simplistes que les controverses entre économistes. De fait, cette anomie dans la division du travail entre économistes, loin d'être un handicap semble constituer un atout majeur dans la défense de la profession. C'est une invitation à analyser le champ des économistes comme une communauté idéale de chercheurs en quête de la vérité, mais comme une profession défendant ses intérêts collectifs (Friedson, 1986 ; Whitley, 1984). De son côté, une remise en perspective des grands courants de l'analyse économique aide à comprendre l'apparent paradoxe précédemment mentionné (Figure 3).

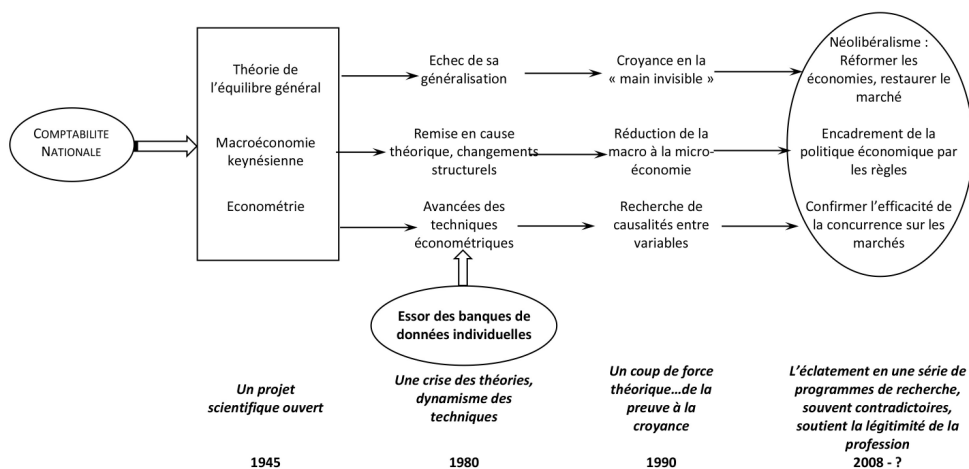
50 Rétrospectivement, la rupture de l'après Seconde Guerre mondiale apparaît *plus méthodologique que théorique et épistémologique* (Hempel, 1984). Les recherches en termes de théorie de l'équilibre général visent à axiomatiser l'intuition de la main invisible qui parcourt toute l'économie politique depuis son origine. S'ouvre la possibilité de mathématisation et donc de formalisation, ce qui s'applique aussi à l'économétrie qui vise à appliquer la théorie des probabilités à l'analyse des séries chronologiques économiques. À cet égard, l'élaboration de la comptabilité nationale est une nouveauté car elle donne une base empirique à la vérification des hypothèses avancées par la macroéconomie... au-delà du doute que nourrissait John Maynard Keynes concernant la pertinence de formalisation en économie. Il est remarquable que les premiers succès de l'économétrie appliquée concernent le test de modèles macroéconomiques. Ces trois approches de l'économie ont en commun une modernisation des outils de l'économiste et une ambition

de rigueur analytique. Cependant, à partir des années 1980, les avancées de leurs programmes de recherche respectifs comme l'évolution de la conjoncture économique font surgir de nouveaux problèmes et un rééquilibrage de leur importance respective.

- 51  Les travaux des mathématiciens concluent qu'il est extrêmement difficile de montrer l'existence d'un équilibre général à partir d'hypothèses à peu près réalistes et de vérifier que tout équilibre est un optimum de Pareto, résultat central pour justifier le recours au marché dans les conseils de politique économique. Ainsi, à la clarté des théorèmes généraux et des résultats analytiques que recherchaient Gérard Debreu, Kenneth Arrow et Franck Hahn, succède la conjecture assez impressionniste de Friedrich von Hayek selon laquelle le marché n'aboutit pas nécessairement un optimum mais le mécanisme des prix est essentiel car il diffuse à l'ensemble de l'économie des signaux nécessaires à une allocation pas trop inefficace des ressources.
- 52  Ainsi, l'une des meilleures défenses souligne que le marché est finalement une forme de coordination qui s'est avérée plus flexible et performante que la planification et l'intervention publique dans la production et l'investissement.
- 53  Le développement de la macroéconomie vient buter sur deux obstacles. D'une part, monétaristes et théoriciens de l'équilibre général contestent la validité de l'approche keynésienne parce que les relations sur lesquelles elle est bâtie ne sont pas fondées au niveau microéconomique. La critique radicale (Lucas, 1982) l'emporte sur une approche éclectique montrant que l'équilibre walrasien n'est pas le plus probable au sein d'une variété d'équilibres macroéconomiques (Benassy, 1984).

**Figure 3 – Les reconversions de l'orthodoxie depuis la Seconde Guerre Mondiale**

Figure 3 – Les reconversions de l'orthodoxie depuis la Seconde Guerre Mondiale



Source : auteur

D'autre part, la lente transformation du régime de croissance déstabilise la conduite des politiques monétaire et fiscale, car l'inflation devient une caractéristique permanente et les politiques contra cycliques creusent des déficits publics sans parvenir à relancer la croissance. C'est sous l'effet de cette double critique interne et externe que la macroéconomie keynésienne perd sa crédibilité et cède la place à la nouvelle économie classique. Son tour de force est d'imposer une approche walrasienne comme horizon indépassable de la macroéconomie au moment même où les théoriciens de l'équilibre général reconnaissent son impasse pour traiter des décisions inter-temporelles. Sous





l'hypothèse d'anticipations rationnelles (Muth, 1961) le théoricien introduit dans les capacités cognitives des agents la connaissance d'un modèle dans lequel, par construction, aucune intervention publique ne parvient à affecter l'équilibre de long terme. *L'efficacité du marché n'est plus démontrée mais postulée.*

- 54 *La recherche économétrique connaît un développement spectaculaire grâce l'invention de nombreuses techniques autour de deux grands objectifs. Le premier concerne les analyses de causalité, le problème central dans l'analyse économique, spécialement en vue de l'évaluation des politiques économiques : si la causalité au sens de Granger fournit un premier instrument, la méthode des doubles différences marque une avancée puisqu'elle permet d'extraire le rôle d'une variable parmi un complexe réseau d'interdépendances. La seconde avancée porte sur le traitement des séries temporelles avec les recherches sur la co-intégration, qui permet de distinguer entre divers horizons temporels, et l'estimation de modèles dynamiques et non plus statiques (Keen, 2014) à équations simultanées, cœur de la macroéconomie contemporaine. D'autres outils encore sont construits afin de mêler variables qualitatives et quantitatives, et ces techniques font école non seulement en économie mais aussi dans nombre de sciences sociales.*
- 55 *À l'issue de ces transformations de longue période du champ académique, l'orthodoxie économique s'est considérablement transformée car les trois stratégies de l'analyse économique débouchent sur une configuration originale (Figure 3 supra) :*
- 56 [8] *L'apologie de la main invisible n'est plus un résultat scientifique mais l'expression d'une vision du monde selon laquelle le marché est la moins mauvaise des formes de coordination économique. C'est sur la base d'une telle croyance que nombre d'économistes proposent de réformer les très imparfaites économies contemporaines pour les rapprocher du modèle idéal d'une société intégralement gouvernée par une logique marchande. De positive, la théorie économique est devenue normative et fournit une réponse au désarroi des décideurs politiques en quête de propositions simples en réponse à un monde devenu fort complexe et qui dépasse leur entendement.*
- 57 [9] *Pour un certain nombre de fondamentalistes du marché, la macroéconomie ne peut pas exister car elle est incapable de prendre en compte la logique et l'hétérogénéité des comportements individuels. Force est alors de recourir au concept de catallaxie cher à Friedrich Von Hayek. Par conséquent, le degré de discrétion des politiques économiques devrait être strictement réduit par un jeu de règles régissant la monnaie, la taxation et des dépenses publiques. Dans les années 1970, ce fut la proposition de Milton Friedman, aujourd'hui c'est l'approche de l'Union Européenne sous l'influence d'un ordo-libéralisme encore présent dans la conception des autorités allemandes. Selon cette conception, la macroéconomie est devenue une question de technique, pas de politique. C'est nier combien son évolution est au croisement de préoccupations scientifiques et de demandes du politique, ce que doit reconnaître en fin de carrière un économiste renommé qui fut à la charnière entre recherche économique, administration publique et monde politique (Renault, 2016).*
- 58 [9] *Les techniques économétriques se sont sophistiquées et sont entrées en synergie avec l'explosion des données portant sur les individus et les entreprises, de sorte que les analyses de panel ont remplacé l'utilisation des données de comptabilité nationale, qui perdent leur influence quant à l'orientation des politiques publiques. La fonction de ces analyses de causalité est souvent de montrer que le renforcement des mécanismes de marché contribue à l'efficience économique. Ce basculement de la théorie à la technique*

constitue de fait une autre contribution à la vision néolibéralisme du monde, alors que c'est aussi un appel à faire de l'économie une science basée sur l'observation et la réfutation.

- 59 En d'autres termes la diversification des champs et des outils de l'économiste permet de dissimuler l'échec intellectuel qui marque le cœur de la théorie tout en donnant l'impression d'un pragmatisme de bon aloi dans l'usage d'une vaste gamme de techniques utiles aux décideurs publics. Pourtant *le péché originel de la discipline* demeure : une vision normative de ce que devrait être une bonne société, à savoir celle qui rend l'économie autonome par rapport au politique et aux demandes des citoyens (Boyer, 2016a).

## 8. Rivalités des théories, retard de l'économie appliquée : les faiblesses de l'hétérodoxie

- 60 Quelles sont aujourd'hui les principales alternatives à l'économie standard ? Elles ont pour trait commun de jeter les bases de programmes de recherche permettant d'en surmonter quelques-unes de ses faiblesses. Keynésiens et post-keynésiens tirent les conséquences de l'incertitude radicale qui pèse sur les décisions économiques et rejoignent ainsi les approches en termes de rationalité limitée. Les théoriciens inspirés par le marxisme insistent sur la dynamique des rapports sociaux constitutifs du capitalisme et montrent comment ils impliquent la succession de crises. Le courant néo-Schumpétérien montre comment l'innovation est le produit des relations de concurrence et lance un processus évolutionniste qui inscrit les sociétés dans l'histoire longue qui fait se succéder divers paradigmes technologiques. Les approches institutionnalistes, anciennes et nouvelles, soulignent la variété des formes de coordination économique et des arrangements institutionnels, ce qui ouvre la voie d'une macroéconomie institutionnelle historique (Figure 4).
- 61 Pour autant ces efforts n'ont pas, jusqu'à présent, permis de constituer un paradigme unifié qui articule ces divers apports, car de nombreux obstacles se dressent à l'encontre d'une telle synthèse.
- 62  Ces quatre corpus théoriques ne constituent qu'une prise en compte partielle d'une des multiples caractéristiques des économies contemporaines. Pourtant, chacun d'entre eux se présente comme l'Alternative à la crise de la discipline économique. Si la théorie standard est fautive, c'est donc que ma théorie est la bonne, affirme l'hétérodoxe. Cette *logique du tiers exclus* a une longue histoire. Comme le modèle de la synthèse IS/LM ne peut expliquer l'inflation, il est temps de revenir à la théorie monétariste affirme Milton Friedman. Si Keynes a tort c'est qu'il faut faire retour à Walras et ceci contribue au succès de Robert Lucas.
- 63  Ainsi keynésiens, évolutionnistes, marxistes et institutionnalistes privilégient une confrontation avec les économistes orthodoxes afin de les convaincre qu'ils ont la solution aux difficultés sur lesquelles ils butent. Certains nourrissent l'espoir, quelque peu naïf, d'en convaincre quelques-uns de les rejoindre. Au mieux, une partie de l'apport est intégrée à l'orthodoxie sans en altérer les fondements, ce qui redonne ainsi une certaine pertinence et témoigne de l'ouverture de l'orthodoxie aux critiques qui lui sont adressées. On pense par exemple au traitement de l'innovation sous l'hypothèse d'anticipations rationnelles qui se présente comme une formalisation des intuitions de Josef Schumpeter (Aghion & Howit). Beaucoup d'énergie est ainsi dépensée dans une *relation d'antagonisme avec l'orthodoxie*, alors qu'il serait plus pertinent de rechercher une alliance et une

coopération entre hétérodoxies en vue d'élaborer une matrice théorique commune, ou tout au moins le tenter.


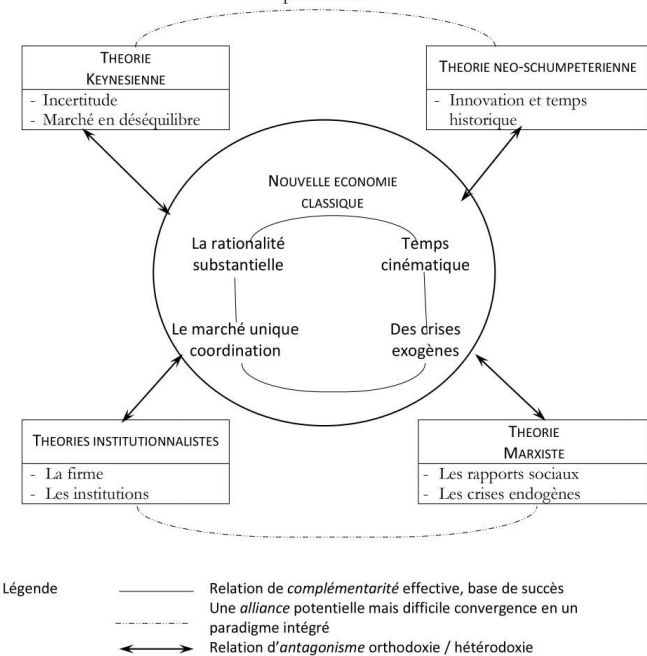

64  Ces diverses analyses macroéconomiques se présentent comme *des théories complètes, exclusives et à vocation universelle...* ce qu'elles ne peuvent être compte tenu de l'historicité des capitalismes et de leur mode de régulation. Concernant la complétude à laquelle prétend chaque théoricien, il faut sans doute rappeler qu'un mécanisme/un processus pertinent – le principe de la demande effective, le profil de diffusion d'une innovation, les relations croisées entre profit et accumulation par exemple – n'épuise pas l'analyse d'un régime socioéconomique aussi complexe que le capitalisme. Bien sûr, les diverses hétérodoxies s'opposent d'une part selon leur théorie de la valeur, explicite ou sous-jacente, d'autre part selon qu'elles considèrent que les économies sont structurellement stables ou instables. À un niveau d'analyse intermédiaire, celui qu'adopte la théorie de la régulation, rien n'interdit d'emprunter et de combiner divers processus. Les formes du lien social et les arrangements institutionnels sont tellement divers qu'ils appellent des formalisations situées dans le temps et dans l'espace. Selon cette interprétation, une *macroéconomie institutionnelle* pourrait être le creuset où se forme une nouvelle orthodoxie. Il est donc essentiel de ne pas assimiler les différentes hétérodoxies à des théories achevées.

Figure 4 – Une grande faiblesse des hétérodoxies : prendre l'orthodoxie comme point focal

Figure 4 – Une grande faiblesse des hétérodoxies : prendre l'orthodoxie comme point focal



Source : auteur



65  Un dialogue exigeant entre programmes de recherche est possible mais il n'est pas fréquent, et jusqu'à présent, il ne semble pas avoir livré la synthèse attendue. Il a par exemple été proposé d'introduire dans des modèles typiquement keynésiens, divers mécanismes, centraux dans la théorie de la régulation, a priori sans grand succès (Clévenot, 2011). De fréquents contacts entre les évolutionnistes et les régulationnistes ont amorcé un

dialogue sur de possibles collaborations (Coriat & Dosi, 1995). Il apparaît pourtant que la logique de diffusion des technologies et la construction des formes institutionnelles sont difficiles à réconcilier au sein d'une même formalisation, car la question du pouvoir et du politique est difficile à introduire dans des modèles à multi-agents hétérogènes. Pour autant, la mission n'est pas impossible : les conceptions de l'économie de Keynes et de Schumpeter sont bien différentes et leurs recommandations de politique souvent opposées... ce qui n'a pas empêché l'élaboration d'un modèle montrant comment dynamisme de la demande et de l'innovation peuvent entrer en synergie (Dosi *et al.*, 2008).



- 66 Si, *intellectuellement*, il est donc possible de construire des recherches intégrant divers courants, il est plus difficile de les faire dialoguer *institutionnellement*, tant chacune des écoles tend à construire sa communauté et créer ses propres revues, ce qui rend à long terme problématique un projet d'unification des hétérodoxies. Faut-il le répéter, c'est pourquoi le projet avorté, porté par l'AFEP, d'une section « Économie et Société » au sein du CNU, était si important.
- 67 Il convient de souligner, enfin, une autre différence entre orthodoxie et hétérodoxies : la première survit et prospère grâce à l'invention puis la diffusion de techniques facilitant les travaux de recherches appliquées, les secondes s'épuisent en *débats théoriques*, relativement peu éclairés par des analyses empiriques développant *des techniques originales*. Les modèles de simulation à agents multiples hétérogènes tendent à devenir un outil commun aux chercheurs de diverses orientations et c'est une bonne nouvelle pour l'hétérodoxie (Seppecher, 2014). Mais hélas, l'usage de ces modèles ne livre pas de résultats analytiques dont se targue la théorie standard : c'est un handicap car la simplicité d'un mécanisme, parfois fragile, l'emporte souvent sur la complexité de processus liant micro – méso et macro. Or, les hétérodoxes ne devraient pas se priver de proposer et d'utiliser des outils adéquats à leur problématique. Deux d'entre eux mériteraient une plus large diffusion. Les *modèles dynamiques non linéaires* ont montré leur utilité pour comprendre les cycles (Goodwin, 1967) mais aussi les grandes crises lorsqu'une économie bascule brutalement d'un équilibre à un autre, à l'opposé de l'interprétation traditionnelle qui recourt à l'hypothèse héroïque d'un seul équilibre stable, perturbé par un grand choc négatif et exogène (Lordon, 1997b). En matière de recherche empirique, il importe de réhabiliter la possibilité de modèles à plusieurs régimes que l'économétrie permet de détecter (Gourieroux *et al.*, 1984). On peut ainsi apporter des preuves en faveur d'un *basculement du mode de régulation* nord-américain après la Seconde Guerre mondiale (Boyer, Juillard, 1992).
- 68 Les économistes hétérodoxes sont ainsi divisés sur la meilleure stratégie à adopter pour mettre fin à la domination de l'orthodoxie. Keynésiens, néo-schumpétériens et marxistes entendent proposer une alternative qui satisfasse aux mêmes critères de scientificité, à savoir la déduction à partir d'un petit nombre de principes d'un modèle réputé général, or ce peut être un redoutable handicap, lorsque l'on entend rendre compte d'un monde non-ergodique. Pour leur part, les institutionnalistes, qui privilégient une approche historique reconnaissant le rôle de l'innovation, et donc de la diversité des configurations économiques, n'osent pas mettre en avant qu'ils proposent un modèle d'abduction-déduction-induction, antithétique du schéma déductif-nomologique qui ne vaut que pour un monde stationnaire (Labrousse *et al.*, 2017). Pris dans leur ensemble, les hétérodoxes souffrent en outre d'une « entropie conceptuelle » qui nuit à la convergence de leur position dans le monde académique. Par ailleurs, leurs analyses sont au mieux rétrodictives alors que les économistes standards persistent, contre toute évidence, à

prétendre au déterminisme et à la prédictibilité, et les décideurs politiques feignent de les croire. Leur arrogance académique dissimule mal la fragilité de leur prétention à la scientificité (Fourcade *et al.*, 2015).

## 9. Vers un paradigme radicalement nouveau ?

- 69 Résistance de l'orthodoxie néolibérale et difficile accord entre les hétérodoxies ouvrent une troisième voie quant à la recomposition de la profession. Si on se concentre sur l'aspect *idéologique*, on pourrait invoquer l'équivalent d'ondes longues régissant la succession de périodes de laisser-faire puis de retour de l'intervention publique. Le futur appartiendrait donc à une nouvelle forme de constructivisme afin de restaurer la stabilité macroéconomique et réduire le fossé qui sépare gagnants et perdants de l'internationalisation. La trajectoire qui sera suivie dépend de façon cruciale de l'offre politique concernant l'un et l'autre de ces projets. *En matière théorique*, faut-il pour autant anticiper un retour à John-Maynard Keynes comme l'espèrent nombre de ses défenseurs (Skidelsky, 2010) ou encore un de ses successeurs ne finira-t-il pas par émerger une fois prise la mesure de la gravité de la crise ouverte en 2008 ?
- 70 Si les années 1930 et 2000 présentent certaines analogies (instabilité macroéconomique, incertitude et explosion des inégalités), nombre de *problèmes nouveaux* sont apparus qui n'étaient pas nécessairement traités par la Théorie Générale. Par ailleurs, si la révolution de l'analyse économique fut celle de la mathématisation, cette stratégie n'a-t-elle pas montré ses limites dans le spectaculaire échec de la macroéconomie nouvelle classique (Caballero, 2010 ; Romer, 2016) ? Pourrait-on imaginer une rupture épistémologique qui transforme radicalement l'analyse économique ? L'incapacité de précédents efforts d'exploration du futur de la discipline incite à la modestie (Hey, 1992) mais l'exercice mérite d'être tenté. En conformité avec l'hypothèse de l'endogénéité de l'innovation comme réponse à un problème lancinant, on peut avancer quelques jalons en vue d'une réflexion plus approfondie (Tableau 2).
- 71  L'économie pourrait d'abord devenir une *science expérimentale*. C'est la voie qu'explorent déjà les évaluations des politiques publiques par des études empiriques rigoureuses et non plus à travers des simulations de modèles ad hoc. Mais ces techniques ne sont pas toujours applicables et font rarement retour sur les bases de la discipline économique, puisqu'elles s'adressent aux décideurs publics et peu aux citoyens. Pour leur part, l'économie cognitive et la neuro-économie entendent participer à cet *aggiornamento* théorique. Elles visent à fonder les comportements économiques dans les processus biologiques et physiologiques, c'est-à-dire qu'elles postulent un *réductionnisme radical*, alors que nombre d'indices plaident pour la prise en compte des interactions entre individus, socialisation et phénomènes d'apprentissage, individuels et collectifs. La neuro-économie pousse à l'absurde la *confusion des niveaux d'analyse* ; le cerveau, l'individu, l'organisation, l'institution et le niveau de la dynamique macroéconomique. Les alliances implicites pour ce paradigme portent sur un *élitisme* à forte connotation technocratique.
- 72  La *biologie* pourrait remplacer la *physique* comme modèle de référence – implicite – de la recherche économique. On se souvient que c'était l'espoir d'Alfred Marshall dont l'intuition a été submergée par la mathématisation de l'équilibre général. Faut-il le rappeler, le *terme de régulation* appliqué à l'économie trouve son origine dans une analogie

avec la biologie : comment un système composé d'éléments, *a priori* hétéronomes, mais interdépendants, parvient-il à se reproduire dans le temps à travers un permanent processus d'ajustement aux tensions tant internes qu'externes. Pour leur part, les modèles à agents hétérogènes et *effets d'apprentissage et de sélection* sont à la charnière des analyses néo-schumpétériennes de la technologie et d'une théorie de l'évolution renouvelée. L'idée de la sélection naturelle n'a-t-elle pas d'abord émergé dans l'analyse des sciences sociales ?

- 73  Une *historisation de l'économie* est la voie que proposent les théories institutionnalistes car l'invention de nouvelles formes sociales n'est en rien l'équivalent d'un processus vibratoire qui serait gouverné par une marche aléatoire. Pour reprendre un exemple emprunté à Douglas North, la constitution américaine ne résulte pas d'un processus tâtonnant d'échecs et d'erreurs mais d'une conceptualisation *ex ante* des mécanismes permettant un équilibrage des relations entre l'exécutif, le législatif et le juridique. Par extension, la socio-économie peut se spécialiser dans l'analyse *des processus d'émergence* des formes de coordination et d'interaction, remplaçant ainsi l'économie *au cœur des sciences sociales*. Cela devrait l'éloigner radicalement d'une mathématique économique ou d'une physique sociale entre entités invariantes dans le temps et l'espace.
- 74  L'économie pourrait aussi devenir *une branche de l'analyse des données* en se consacrant exclusivement sur la propriété des processus stochastiques. C'est déjà la révolution qui est intervenue dans la théorie financière, hier apanage des économistes, aujourd'hui terrain d'expérimentation et de recherche pour les statisticiens et les chercheurs en théorie des probabilités. Ainsi, *l'économétrie* s'éloignerait de la base économique qui en a été l'origine pour devenir une « *métrie* », à savoir *une science générale des processus stochastiques*, *a priori* sans référence avec les champs dans lesquels ils se déploient. C'est oublier l'échec qu'a rencontré cette stratégie pour sortir de la crise des modèles macro-économétriques keynésiens : la puissance de calculs devait permettre de faire ressortir toutes les causalités pertinentes indépendamment de toute hypothèse théorique. Depuis les années 2000, l'explosion des banques de données individuelles et la puissance de calcul renouvellent ce projet sans le rendre beaucoup plus pertinent pour les sciences sociales, car c'est largement un outil empirique d'analyse des marchés. Ce serait, au demeurant, entériner la prise de *pouvoir des grandes entreprises* du secteur de l'information au détriment de la puissance publique et des statistiques permettant d'orienter les choix collectifs et leur discussion dans des forums mobilisant les citoyens. *Une économie écologique* est à l'ordre du jour. Cela avait déjà été le cas dans les années 1970, lorsque la flambée des prix du pétrole avait généralisé la crainte d'un arrêt de la croissance par épuisement des ressources naturelles non renouvelables (Meadows & Randers, 2012). Le danger paraissait lointain et les modèles correspondant étaient considérés comme exotiques et mal construits par les économistes. Trois décennies plus tard, les économistes se proposent pour être *aux avant-postes* afin de définir les priorités et construire les solutions permettant de reculer des limites environnementales devenues évidentes (réchauffement climatique, pollution urbaine, sécurité alimentaire, hausse de la fréquence des cataclysmes naturels de grande ampleur). Mais le problème est que chacune des grandes écoles de pensée à sa propre approche des phénomènes environnementaux et l'on ne dispose pas d'un cadre analytique rigoureux, au demeurant pluridisciplinaire, qui permettrait de penser les relations économie-environnement. Elles furent trop longtemps passées sous silence, sous le double effet de l'optimisme véhiculé par le *modèle industrialiste* du fordisme d'une part, de l'hypothèse *d'une substituabilité parfaite* entre

travail – capital et ressources naturelles dans la théorie de la croissance que l'on qualifiait alors de néo-classique. En outre, un passage obligé pour le succès de ce paradigme n'est autre que la recherche de *nouveaux compromis* socio-politiques à l'échelle nationale et internationale. Vaste programme, comme en témoignent les difficultés que rencontre le traité de Paris sur le climat.

Tableau 2 – Une évaluation des chances des théories qui aspirent à définir une autre orthodoxie

Conditions Paradigmes	Crise ouverte du paradigme dominant	Une problématique alternative	Intelligibilité facilité de diffusion	Appropriation par un bloc hégémonique
1 ÉCONOMIE EXPÉRIMENTALE (DOUBLE DIFFÉRENCE)	Absence d'évaluation rigoureuse des politiques économiques	Une réponse partielle	Extrême limitation des expériences naturelles Difficulté de généralisation	La communauté des experts du développement ?
2 ÉCONOMIE COGNITIVE ET NEUROSCIENCES	Impasse de la théorie formelle de la rationalité	Réductionnisme du social à l'individuel	Une multiplicité de résultats ad-hoc	Constitution d'une nouvelle communauté scientifique, distance par rapport au politique
3 SIMULATION D'ÉCONOMIES À AGENTS HÉTÉROGÈNES	L'agent représentatif, obstacle à la macroéconomie	Plus un outil flexible qu'une théorie	Lourdeur technique, effet de boîte noire, absence de résultats analytiques	Possible comme instrument de cohérence d'une vision de l'économie
4 SOCIO-ÉCONOMIE	Une économie fiction loin des caractéristiques observées	Émergence et construction des organisations et institutions	Difficulté de la généralisation	Une nouvelle communauté de chercheurs en quête d'interlocuteurs politiques
5 ÉCONOMIE HISTORIQUE	Incapacité d'apprentissage à partir des expériences du passé	Reprise du projet d'une économie historique	Succès des recherches sur les crises, les inégalités par exemple	Au mieux quelques acteurs avisés et experts mais peu d'intérêt des politiques

6 INDUCTION SANS THÉORIE : LES « BIG DATA »	Crise de la formalisation, crise de la prévision	Un antidote à l'excès passé d'axiomatisation	Des corrélations, pas des causalités, résultats contingents et transitoires	Au mieux un outil pour les acteurs, un guide douteux pour les politiques
7 ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE	Limites environnementales à la poursuite de la croissance	Réinsertion des flux physiques (énergie, matières) dans le circuit économique	Complexité des processus à l'œuvre, mais prise de conscience progressive	Conflits ouverts entre État-Nation et groupes sociaux dans un contexte d'interdépendances généralisées

Source : auteur

- 75 Après ce trop bref panorama on laisse au lecteur de soin de prolonger l'analyse et de déterminer quel est le paradigme qui finira par se dégager, sachant que *l'histoire dure longtemps*, contrairement à *l'impatience* qui caractérise nombre de gouvernements qui souhaiteraient que société, économie et technologie marchent au rythme des cotations boursières.

## Conclusion

- 76 La professionnalisation et l'internationalisation de la profession économique ont suscité l'idée qu'une analyse économique enfin scientifique – qu'elle adopte une démarche axiomatique ou typiquement empirique – éclaire le monde et les choix des gouvernements alors que l'hétérodoxie appartiendrait à l'obscurantisme des siècles passés. Il faut mettre en cause cette idée que quelques pamphlets récents ont popularisée.
- 77 D'une part, le projet de fondements axiomatiques à une économie pure a débouché sur l'impossibilité de fonder sur des hypothèses réalistes la référence à la main invisible, à savoir la capacité des marchés à donner la meilleure des solutions à tous les problèmes de la société : chômage, inégalités, instabilité financière, stimulation du changement technique et de la croissance. D'autre part, l'abondance de données, la puissance de calcul et les avancées de la théorie statistique n'ont pas abouti à la découverte de lois empiriques dotées de stabilité et d'universalité. C'est pourtant un espoir que la référence au « Big data » promet à nouveau. Dans l'un et l'autre cas, les chercheurs ignorent le caractère non-ergodique du monde économique ouvert à l'innovation et à la bifurcation, comme c'est le cas de la crise ouverte en 2008.
- 78 C'est dans ce contexte que les hétérodoxies font un retour remarqué en mettant en avant le principe de pertinence et d'historicité. Les keynésiens et postkeynésiens insistent sur le fait que les économies ne fonctionnent jamais au plein-emploi, que les mécanismes concurrentiels sans contrôle conduisent à l'approfondissement des inégalités, et enfin que la libéralisation des marchés financiers conduit à la récurrence de crises économiques et politiques qui se transmettent du fait de la globalisation des flux internationaux de capitaux. Les auteurs néo-schumpétériens réintroduisent les



innovations – technologiques, organisationnelles et institutionnelles – au cœur de l’analyse et replacent les conséquences des technologies de l’information par rapport à la longue histoire des innovations qui firent époque. Pour leur part, les auteurs qui continuent à s’inspirer des intuitions marxistes soulignent combien l’internationalisation a réduit le pouvoir de négociation des salariés et accentué les tendances intrinsèques des capitalismes à susciter des crises récurrentes. Enfin les théories institutionnalistes, en particulier la théorie de la régulation, insistent sur le rôle constitutif du politique dans les compromis institutionnalisés qui rendent possible accumulation et croissance, au prix de petites et grandes crises. Ces quatre écoles livrent une intelligibilité des économies contemporaines bien plus aiguë que l’orthodoxie, digne du docteur Pangloss pour lequel tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes.

- 79 Les politiques décidées en réponse à la grande crise ouverte en 2008 n’ont plus que des relations lointaines avec les recommandations du consensus de Washington. Face au risque d’effondrement, la dépense publique est le dernier rempart qui permet d’enrayer des enchaînements dramatiques. Dans une période de sous-utilisation des capacités de production, les multiplicateurs keynésiens de la dépense publique retrouvent leur pertinence. De leur côté, les banquiers centraux, tant aux États-Unis que dans l’Union Européenne, mettent en œuvre des politiques de sauvetage puis de soutien permanent de la liquidité qui ne trouvent de justification dans aucun des corpus théoriques de la période antérieure. Enfin, adieu aux espoirs mis dans une libéralisation complète des échanges de marchandises : elle était supposée favoriser l’accroissement du bien-être de toutes les nations participantes et de tous leurs citoyens. Telle n’est plus l’opinion des responsables politiques Britanniques et Américains qui voient dans l’ouverture des frontières aux marchandises et aux individus une menace pour l’ordre social domestique.
- 80 Faut-il anticiper que les courants minoritaires qui continuent à travailler sur une économie politique des capitalismes définiront bientôt une nouvelle orthodoxie ? Cette dernière met en avant le rôle nécessaire et souvent crucial des interventions publiques, la nécessité de normes encadrant les échanges internationaux et la prise en compte des intérêts de l’ensemble de la société et non plus des seuls actionnaires. Encore faudrait-il que les groupes sociaux, hier dominés du fait de la logique d’internationalisation et de la financiarisation, parviennent à façonner le débat politique et la constitution de gouvernements répondant à la majorité de la population. Pour l’heure, ce sont les forces des partis dits « populistes » qui poursuivent ces objectifs qui semblent avoir été abandonnés par les socio-démocrates et les socialistes. C’est souligner que la frontière entre ortho et hétérodoxie est perméable et qu’elle change au cours du temps.
- 81 À une époque où prévaut une complexité sans précédent quant à l’imbrication des processus domestiques et internationaux, financiers et économiques, sociaux et politiques, l’opposition entre la scientificité de l’orthodoxie et l’obscurantisme véhiculé par les dissidents devrait logiquement s’estomper. En outre, la nouveauté des phénomènes observés devrait inciter à dépasser l’opposition libéralisme/interventionnisme et appeler à la recherche de nouveaux paradigmes pour les sciences sociales, en ligne avec les avancées scientifiques contemporaines. En dernière instance, c’est la formation de coalitions politiques incluant les groupes sociaux, hier soumis à une logique purement économique, qui sera décisive. Voilà ce que révèle l’histoire des relations tourmentées entre orthodoxie et hétérodoxie. Elle signifie aussi que les prétentions à une haute scientificité des économistes tiennent largement à une illusion et

à une dissimulation des enjeux proprement politiques associés aux grands choix économiques.

Michie J. & M Sheehan (2003), « Labour market deregulation, “flexibility” and innovation”, *Cambridge Journal of Economics*; Jan. 2003; vol. 27, n° 1.

---

## BIBLIOGRAPHY

Aglietta M. & L. Nicola (2017), *Double Démocratie. Une Europe politique pour la croissance*, Paris, Le Seuil.

Amable B. & G. Elvire (2012), *L'économie politique du néolibéralisme : Le cas de la France et de l'Italie*, Collection Cepremap, Rue d'Ulm, Paris.

Amable B. et S. Palombarini (2005), *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raison d'Agir.

Amable B. & S. Palombarini (2016), *L'illusion du bloc bourgeois*, Paris, Raison d'agir.

Amsden A. (2003), *The Rise of The « Rest »: Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*, Oxford, Oxford University Press.

Askenazy P., Coutrot T., Orléan A. et H. Sterdyniak (2010), *Manifeste d'économistes atterrés*, Mayenne, France, Les Liens Qui Libèrent.

Association Française d'Économie Politique (AFEP) (2016), Les vertus du pluralisme des idées économiques, Soirée du 18 octobre 2016.

Autume (D') A. & J. Cartelier (dir.) (1995), *L'Économie devient-elle une science dure ?*, Paris, Economica.

Autisme-économie (2010), Contribution au débat. Autisme-économie.org <http://www.autisme-economie.org/sites/autisme-economie.org/IMG/pdf/brochure.pdf>.

Benassy J.-P. (1984), *Macroéconomie et théorie du déséquilibre*, Paris, Dunod.

Benassy-Quéré A., Olivier Blanchard & J. Tirole (2017), « Les économistes dans la cité », *Les notes du Conseil d'analyse économique* n° 47, Juillet.

Blanchard O. (2008), « The state of macro », *NBER Working Paper* n° 14259, August. <http://www.nber.org/papers/w14259>.

Blaug M. (1999), *La pensée économique*, Paris, Economica.

Blot C., Creel J. et X. Timbeau (2014), « L'austérité maniaco-dépressive, parlons-en », OFCE le blog, 5 février, <http://www.ofce.sciences-po.fr/blog/lausterite-maniaco-depressive/>

Blyth M. [2008], « The Secret Life of Institutions: On the Role of Ideas in Evolving Economic », *Revue de la Régulation*, n° 3/4, automne. <http://regulation.revues.org/6043>

Boiteux Marcel (1965), *Cours de Microéconomie*, École Nationale des Ponts et Chaussées, Paris, Ronéotypé.

Bowles S. & Robert B. (1990), « Labour Market Flexibility and Decentralisation as Barriers to High Employment? Notes on Employer Collusion, Centralised Wage Bargaining and Aggregate Employment », in Renato Brunetta and Carlo Dell'Aringa (eds), *Labour Relations and Economic Performance*, Londres, Macmillan, p. 325-353.

Boyer R. (2007), « Peut-on mettre en évidence des lois en économie ? », *PSE Working Papers*, n° 44, <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00587700/document>

Boyer R. (2011), *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?*, Paris, Economica.

Boyer R. (2012), « La discipline économique des années trente à nos jours. D'un espoir prométhéen à une dramatique révision », *Le Débat*, n° 169, p. 2.

Boyer R. (2013), « Macroeconomics After the Crisis: Bringing Finance Back In », in Mats Benner (ed.), *Before and Beyond the Global Economic Crisis. Economics, Politics and Settlement*, Cheltenham, UK, Edward Elgar, p. 72-93.

Boyer R. (2014) « The Euro does not imply productive convergence », in *Structural Change, Competitiveness and Industrial Policy: Painful, Lessons from the European Periphery*, Teixeira A. C, Silva E. & R. Mamede (eds.), Routledge.

Boyer R. (2015a), « L'accord entre Athènes et ses créanciers est inefficace et dangereux », *Le Monde*, 4 septembre 2015, p. 6.

Boyer R. (2015b), *Économie politique des capitalismes*, La découverte, coll. « Grands Repères », Paris.

Boyer R. (2016a), « L'économiste en république : entre l'État et les citoyens », *Parole Publique*, octobre, n° 13-14, p. 39-41.

Boyer R. (2016b), « Brexit: The Day of Reckoning for the Neo-functionalist Paradigm of European Union », *Socio Economic Review*, vol. 0014, n° 4, p. 836-840.

Boyer R. (2017), « Comparative Political Economy in the Light of Regulation theory », in Cardinale I & R. Scazzari (eds.), *The Palgrave handbook of political economy*, Palgrave, London. À paraître.

Boyer R. & M. Juillard (1992), *New Endogeneous Growth Theory versus a Productivity Regime (the)*, Couverture Orange CEPREMAP, n° 9210, <http://econpapers.repec.org/paper/cpmcepm/9210.htm>.

Boyer R. & Y. Saillard (1995) [2002], *La Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, nouvelle édition.

Caballero Ricardo J. (2010), « Macroeconomics after the crisis: time to deal with the pretense of knowledge syndrome », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 24, n° 4, Fall, p. 85-102.

Campbell J., Hall J. & Ove K. Pedersen (2006), *National Identity and the Varieties of Capitalism. The Danish Experience*, DJOF publishing, Copenhagen, p. 245-270, Cambridge University Press, Cambridge.

Card D. & A. Krueger (1994), « Minimum Wages and Employment: A Case Study of the Fast-Food Industry in New Jersey and Pennsylvania », *American Economic Review*, vol. 84, n° 4, p. 772-793.

Chang Ha-Joon (2002), *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*, Anthem Press.

Clévenot M. (2011), « Post-keynésianisme et théorie de la régulation : des perspectives communes », *Revue de la régulation* [En ligne], 10 | 2e semestre/Autumn 2011, URL : <http://regulation.revues.org/9379>

- Coriat B. & D. Giovanni(1995) [2002], « Théorie évolutionniste et régulation », Boyer R. & Y. Saillard (dir.), *La Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Pais, La Découverte, Paris, nouvelle édition.
- Corsetti G. (2010), « What Is Right (and Left To Do) in Macroeconomics? A lot », center Cournot conference, December [https://www.centre-cournot.org/img/pdf/pdf-conf/Presentation%20Giancarlo%20Corsetti%20\(290.0%20KiB\).pdf](https://www.centre-cournot.org/img/pdf/pdf-conf/Presentation%20Giancarlo%20Corsetti%20(290.0%20KiB).pdf)
- Cowles Commission (1952), *Economic Theory and Measurement. A twenty year Research Report, 1932-1952*, <http://cowles.econ.yale.edu/P/reports/1932-52.htm>
- De Groot R.S. (1992), *Functions of nature: evaluation of nature in environmental planning management in decision making*, Groningen, Wolters-Noordhoff.
- Dosi G., Fagiolo G. & A. Roventini (2008), « Schumpeter meeting Keynes: A Policy-Friendly Model of Endogenous Growth and Business Cycles », LEM Paper Series, n° 21, Pisa, Italy, Sant'Anna School of Advanced Studies.
- Douglas M. (1999), *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte.
- Duménil G. & D. Levy (2002), *Économie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, coll. « Grands Repères ».
- Duménil G. & D. Levy (2013), *The Crisis of Neoliberalism*, Harvard, Harvard University Press.
- Ebenstein L. (2015), *Chicagonomics: The Evolution of Chicago Free Market Economics*, St Martin's Press.
- Elie L. (2017), *Diversité des capitalismes et dispositifs institutionnels environnementaux*, Thèse Université de Bordeaux, École doctorale « Entreprise, Économie et Société » n° 42, 26 juin.
- Elie L., Bertrand Z., Bécue M., Camara M., Douai A. et A. Meunié (2012), « Approches régulationnistes de la diversité des dispositifs institutionnels environnementaux des pays de l'OCDE », *Revue de la régulation*, n° 12, Autumn, <http://regulation.revues.org/9951>
- Fourcade M. (2010), *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Great Britain and Finance*, Princeton, Princeton University Press.
- Fourcade M., Ollion É. et Y. Algan (2015), « The Superiority of Economists », *Journal of Economic Perspective*, vol. 29, n° 1, Winter, p. 89-114.
- Friedson E.(1986), *Professional Powers*, Chicago University Press, Chicago
- Fullbrook E. (ed.) (2003), *The Crisis in Economics. The Post-Autistic Economics Movement: The First 600 Days*, London, Routledge.
- Garnett R. (2012), « Pluralism in Economics Department of Economics », *Texas Christian University, Working Paper* n° 12-01, January.
- Gaudichaud F. (2014), « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*: <http://nuevomundo.revues.org/67029> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.67029
- Godechot O. (2016), « L'Alsace-Moselle peut-elle décider des 35 heures ? », *Commentaires sur l'article de Matthieu Chemin et Etienne Wasmer, Journal of Labor Economics*, 2009, Observatoire sociologique du changement, Octobre, Notes & Documents de l'OSC : 2016-04
- Goodwin R. (1967), « A Growth Cycle », in Feinstein C. H. (dir.) *Socialism, capitalism and economic growth*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 54-59.
- Greenspan A. (2013), *The Map and the Territory: Risk, Human Nature, and the Future of Forecasting*, New York, Penguin Book.

Gourieroux C., Laffont J.-J. & A. Montfort (1984), « Économétrie des modèles d'équilibre avec rationnement », *Annales de l'INSEE*, p. 5-38.

Guérolé T. (2016), *La mondialisation malheureuse. Inégalités-pillage-Oligarchie*, Éditions First.

Harribey J.-M. (2011), « Le bien commun est une construction sociale. Apports et limites d'Elinor Ostrom », *L'Économie politique*, n° 49, p. 98-112.

Haas Peter M. (1989), « Do regimes matter? Epistemic communities and Mediterranean pollution control », *International Organization*, vol. 42, n° 2, p. 377-403.

Heckman J. & R. R. (1985), « Alternative Methods for Evaluating the Impact of Interventions: An Overview », *Journal of Econometrics*, vol. 30, p. 239-267.

Heilbroner R. (2001), *Les Grands Économistes*, Paris, Le Seuil, coll. « Points Économie ».

Hempel Carl G. (1984), *Methodology of Science: Descriptive and Prescriptive Facets*, Mimeograph The Mortimer and Raymond Sackler Institute of Advanced Studies, Tel Aviv University.

Hennette S. & T. Piketty (2017), *Pour un traité de démocratisation de l'Europe*, Paris, Le Seuil.

Hey John D. (1992), *The future of economics*, Oxford, Blackwell publishers.

Hildenbrand W. (2014), *Market Demand: Theory and Empirical Evidence*, Princeton, Princeton University Press.

Hodgson G. M., Mäki U. & D.N. McCloskey (1992), « Plea for a Pluralistic and Rigorous Economics », *American Economic Review*, vol. 82, n° 2, p. xxv.

Hollingsworth Rogers J. & R. Boyer (Dir) (1997), *Contemporary Capitalism. The Embeddedness of Institutions*, Cambridge, Cambridge University Press.

Ingrao B. & G. Israel (1990), *The Invisible Hand. Economic Equilibrium in the History of Science*, Cambridge, The MIT Press.

International Confederation of Associations for Pluralism in Economics History, [http://icape.org/?page=icape\\_history](http://icape.org/?page=icape_history).

Jobert B. & B. Theret (1994), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan.

Keen S. (2014), *L'imposture économique*, Paris, Les Éditions de l'Atelier.

Keynes J.-M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, traduction française, Paris, Payot.

Kirman A. (1992), « Whom or What does the representative individual represent? », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 6, n° 2, p. 117-136.

Klein L. & A. Goldberger (1955) *An Econometric Model of the United States, 1929-52*, Elsevier Science Publishing.

Krugman P. (2009), « Why Did Economists Get it So Wrong? », *The New York Times*, September 2.

Krugman P. (2014), *Pourquoi les crises reviennent toujours*, Paris, coll. « Points Poche », Paris.

Labrousse A. (2010), « Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », *Revue de la régulation*, 1er semestre/Spring. URL : <http://regulation.revues.org/7818>.

Labrousse A., Vercueil J., Chanteau J.-P., Grouiez P., Lamarche T., Michel S. & M. Nieddu (2017), « Ce qu'une théorie économique historicisée veut dire. Retour sur les méthodes de trois générations d'institutionnalisme », *Revue de Philosophie Économique*, Décembre.

- Lamont M. (2009), *How Professors Think. Inside the Curious World of Academic Judgment*, Cambridge, Harvard University Press.
- Lascoumes P. & P. Le Galès (2005), *L'instrumentation de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences PO, p. 367-396
- Lavoie M. (2014), *Post-Keynesian Economics: New Foundations*, Edward Elgar Publishing Ltd.
- Les éconoclastes (2003), *Petit bréviaire des idées reçues en économie*, Paris, La découverte.
- Les économistes atterrés (2015), *Nouveau Manifeste des économistes atterrés*, Paris, Les liens qui libèrent.
- Lipietz A. (1999), *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXIe siècle*, Paris, La découverte.
- Lordon F. (1997a), *Les Quadratures de la politique économique*, Paris, Albin Michel.
- Lordon F. (1997b), « Endogeneous Structural Change and Crisis in a Multiple Time-Scales Growth Model », *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 7, n° 1, p. 1-21.
- Lordon F. (2011), *L'Intérêt souverain : essai d'anthropologie économique spinoziste*, Paris, La Découverte.
- Lordon F. (2016), *Les Affects de la politique*, Paris, Le Seuil.
- Lucas, R. (1981), *Studies in Business-Cycle Theory*, MIT Press
- Lucas R. & N. Stokey (1989), *Recursive Methods in Economics Dynamics*, Harvard University Press.
- McCloskey D. & S. Ziliak (2008), *The Cult of Statistical Significance: How the Standard Error Costs Us Jobs, Justice, and Lives*, University of Michigan Press.
- Malinvaud E. (1990), « Propos de circonstance sur les orientations de la discipline économique », *Annales E.S.C.*, n° 1, janvier-février, p. 115-122.
- Marglin S. (2014), *L'économie, une idéologie qui ruine la société*, Vulaines sur Seine, Éditions du Croquant
- Meadows D. & J. Randers (2012), *Les limites de la croissance dans un monde fini*, Paris, Edition : 1, actualisation [1972].
- Mintzberg H. (2005), *Des managers, des vrais ! Pas des MBA*, Paris, Éditions de l'organisation.
- Mirowski P. & D. Plehwe (eds) (2009), *The Road from Mont Pélerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Harvard University Press.
- Muth J. (1961), « Rational Expectations and the Theory of Price Movements », *Econometrica*, vol. 29, n° 3. (Jul., 1961), p. 315-335.
- Nenovsky N. (2016), « Economic Sciences after the Fall of Communism: Explaining its Evolution in Russia and Bulgaria », Colloque « Governing Economics: Institutional Changes, New Frontiers and the State of Pluralism », CRIISEA, 7-8 décembre.
- Orléan A. (2011), *L'empire de la valeur*, Paris, Le Seuil.
- Orléan A. (dir.) (2015), « A quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ? », *Manifeste pour une économie pluraliste*, pour l'AFEP, Paris, Les liens qui libèrent.
- Palombarini S. (2001), *La rupture du compromis social italien : Un essai de macroéconomie politique*, Paris, Éditions du CNRS.

Perez C. (2002), *Technological Revolution and Financial Capital. The Dynamics of Bubbles and Golden Ages*, London, Elgar.

Petit E. (2015), *Économie des émotions*, Paris, La Découverte

Pigou A. (1933), *The Theory of Unemployment*, Routledge.

Renault M. (2016), *Malinvaud entre science et action. Chronique d'une macroéconomie en transition*, thèse Université de Paris 13, décembre.

*Revue de la régulation* (2014), « Renouveler la macroéconomie postkeynésienne ? Les modèles stock-flux cohérent et multi-agents », n° 16. <https://regulation.revues.org/10837>

Robinson J. (1974), « History versus equilibrium », *Thames papers in Political economy*. Reprint in Robinson J. 1979), *Collected Economic Papers*, vol. v, Oxford, Basil and Blackwell.

Romer P. (2016), *The trouble with Macroeconomics, Commons Memorial Lecture, The American, The Economist*.

Rosenberg A. (1992), *Economics. Mathematical politics or science of diminishing returns?*, Chicago, The University of Chicago Press.

Samuelson Paul A. (1947), *Foundations of Economic analysis*, Harvard, Harvard University Press, traduction française : *Les fondements de l'analyse économique*, Paris, Dunod (1971).

Samuelson Paul A. (1948), *Economics. An introductory analysis*, New York, MacGraw-Hill Book Company, traduction française : *L'économie*, Paris, Armand Colin, Paris.

Sepecher P. (2014), « Pour une macroéconomie monétaire dynamique et complexe », *Revue de la régulation* [En ligne], 16 | 2e semestre/Autumn, URL : <http://regulation.revues.org/10977>.

Simon H. (1957), *Models of man: social and rational mathematical essays on rational behavior in a social setting*, New York, Wiley.

Skidelsky, Robert (2010), *Keynes: The Return of the Master*, Allen Lane Publishers UK.

Smets F. & R. Wouters (2002), « An estimated Stochastic Dynamic General Equilibrium Model of the Euro Area », *Working Paper Series*, n° 171.

Solow Robert M., Dorfman R. & S. Paul (1958), *Linear programming and economic analysis*, New York, McGraw-Hill.

Sonnenschein H. (1973), « Do Walras' identity and continuity characterize the class of community excess demand functions? », *Journal of Economic Theory*, vol. 6, p. 345-354.

Soros G. (2008), *The new paradigm for financial markets. The credit crisis of 2008 and what it means*, New York, Public Affairs, Perseus Book Group.

Stiglitz J. (1987), « The Causes and Consequences of the Dependence of Quality on Price », *Journal of Economic Literature*, vol. 25, n° 1, March, p. 1-48.

Stiglitz J. (2008), *Un autre monde - Contre le fanatisme du marché*, Paris, Le livre de poche.

Stiglitz J. (2010), *Le triomphe de la cupidité*, Paris, Les liens qui libèrent/Eyrolles.

Stiglitz J. (2016), *L'Euro : comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe*, Paris, Les liens qui libèrent.

Streeck W. (2005), *Beyond Continuity: Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford University Press.

Supiot A. (2015), *La gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard,

Vivien F.-D. (1994), *Économie et écologie*, Paris, La Découverte.

Wade Robert H. (1990), *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asia's Industrialization*,

Weisz J.-D. (2001), « Aux fondements du modèle économique allemand : l'ordolibéralisme, l'économie sociale de marché et la légitimation de l'activité économique de l'État en Allemagne », dans Le Gloannec A.-M. (dir.), *L'État en Allemagne*, Paris, Presses de Sciences Po.

White Harrison C. (2002), *Markets from Networks: Socioeconomic Models of Production*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

Whitley R. (1984), *The Intellectual and Social Organization of the Science*, Oxford, Oxford University Press.

## ABSTRACTS

What have been since the inter-war period the relations between theories, ideologies and economic policies? How can these three components define a shared orthodoxy between the economic and political fields. Two of these configurations are analyzed: the Keynesian interventionism and the laissez-faire claimed by neoliberalism. The articulation with polity is crucial because no economic policy derives mechanically from a theory because it is the expression of a socio-political compromise which varies in time and space. The resilience of neoliberalism can be explained by the abandonment of any general theory, which has proved to be erroneous, in favor of governmental techniques derived from applied economics. The various heterodoxies (Keynesian, Schumpeterian, Marxist, institutionalist, ecologist) struggle separately to conquer hegemony, whereas they should seek to define the common bases of a single alternative. The past does not fully illuminate the future: the crisis opened in 2008 is both a repetition of the past and a novelty. It means the limits of the renovation of the discipline by its mathematization after WWII and calls for an epistemological break in response to the transformations of contemporary capitalisms.

Cet article analyse l'histoire des relations entre théories, idéologies et politiques économiques depuis l'entre-deux-guerres. Il examine comment ces trois composantes peuvent définir une orthodoxie partagée entre les champs économique et politique. On considère deux de ces configurations : l'interventionnisme keynésien et le laissez-faire revendiqué par le néolibéralisme. L'articulation au politique est cruciale, car aucune politique économique ne dérive mécaniquement d'une théorie ; elle est toujours l'expression d'un compromis sociopolitique qui varie dans le temps et l'espace. La résilience du néolibéralisme s'explique par l'abandon d'une théorie à vocation générale, qui s'est révélée erronée, au profit de techniques de gouvernement issues de l'économie appliquée. Les diverses hétérodoxies (keynésienne, schumpétérienne, marxiste, institutionnaliste, écologiste) luttent séparément pour conquérir l'hégémonie, alors qu'elles devraient chercher à définir les bases communes d'une alternative. Le passé n'éclaire pas complètement le futur car la crise ouverte en 2008, à la fois répétition du passé et novation, marque les limites de la rénovation de la discipline par sa mathématisation et appelle une rupture épistémologique, en réponse aux transformations des capitalismes contemporains.

Este artículo analiza la historia de las relaciones entre teorías, ideologías y políticas económicas desde el periodo entre las dos guerra mundiales. Se examina como esos tres componentes pueden definir una ortodoxia compartida entre los campos económicos y políticos. Se detectan dos configuraciones: el intervencionismo keynesiano y el *laissez-faire* reivindicado por el



neoliberalismo. La artulación con la política es crucial, porque ninguna política económica se deriva mecánicamente de una teoría, pues es la expresión de un compromiso socio-político que varía en el tiempo y el espacio. La resiliencia del neoliberalismo se explica por el abandono de una teoría con vocación general, que se reveló errónea, en beneficio de técnicas de gobierno desprendidas de la economía aplicada. Las diversas heterodoxias (Keynesiana, schumpeteriana, marxista, institucionalista, ecologista) luchan de manera separada para conquistar la hegemonía mientras que ellas deberían buscar la definición de las bases comunes de una alternativa. El pasado no esclarece completamente el futuro pues la crisis abierta en 2008, es a la vez la repetición del pasado y una novedad, marca los límites de la renovación de la disciplina por su matematización y llama a una ruptura epistemológica, en respuesta a las transformaciones de los capitalismos contemporáneos.

## INDEX

**Keywords:** History of economic thought, neoliberalism, Keynesianism, Evolutionary and institutionalist theories, regulation theory, crisis

**Mots-clés:** Histoire de la pensée économique, néolibéralisme, hétérodoxie, keynésianisme, théorie évolutionniste et institutionnaliste, théorie de la régulation, crise

**Palabras claves:** Historia del pensamiento económico, neoliberalismo, heterodoxia, keynesianismo, teoría evolucionarista e institucionalista, teoría de la regulación, crisis

## AUTHOR

**ROBERT BOYER**

Institut des Amériques, robert.boyer@ens.fr